

N° 13-010-XIF au catalogue



Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Quatrième trimestre de 2003



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- P préliminaire
- r rectifié
- X confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à notre agent d'information aux (613) 951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca.

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est gratuit sur Internet. Les utilisateurs sont priés de se rendre à http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-010-XIF/free_f.htm.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263 1136.



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Quatrième trimestre de 2003

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2004

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6

Mars 2004

No 13-010-XIF au catalogue, vol.2, no 4

Périodicité : trimestrielle

ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexes

PIB en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002, 380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036.
Publication:	
Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations trimestrielles	13-001-XIB, 13-001-XPB
Tableaux et documents analytiques:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Comptes des flux financier	13-014-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13-014-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13-014-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

PIB par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0022
Publication:	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Balance de paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0019 et 376-0035
Publication:	
Balance de paiements internationaux du Canada	67-001-XIB, 67-001-XPB

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableau CANSIM	383-0008 et 383-0012
Publication:	
Croissance de la productivité au Canada	15-204-XIF

Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037, 376-0039 à 376-0042, 376-0055 à 376-0057 et 376-0059
Publication:	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0007
Publication:	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Chiffriers	13-214-DDB, 13-214-XDB

Table des matières

Aperçu	6
Révisions dans cette édition	6
PIB en termes de revenus et de dépenses	8
Reprise des exportations	8
Accumulation des stocks	8
Augmentation modeste des dépenses au chapitre des usines et du matériel	9
Stagnation des dépenses des consommateurs	9
Ralentissement de l'investissement dans l'habitation	10
Légère augmentation des dépenses des administrations publiques	10
Croissance modérée des bénéficiaires des sociétés et du revenu du travail	10
Bilan de fin d'année 2003	11
Les dépenses des consommateurs maintiennent leur rythme	11
Recul des exportations	11
Le boom immobilier se poursuit	12
Reprise des dépenses en usines et en matériel	12
Reconstitution des stocks	12
Raffermissement des bénéficiaires	12
Croissance continue des dépenses des administrations publiques	12
PIB par industrie	19
Vigueur généralisée du secteur de la fabrication	19
Profil de l'industrie, quatrième trimestre de 2003	20
Profil de l'industrie, 2003	21
SRAS	21
Maladie de la vache folle	21
Panne d'électricité en Ontario	21
Feux de forêt en Colombie-Britannique	21
Remontée du dollar canadien	22
Production industrielle	22
Balance des paiements internationaux	25
Faits saillants	25
Compte courant	25
Diminution de l'excédent au titre des biens	25
Diminution des bénéficiaires sur les investissements directs à l'étranger	26
Constance du déficit au titre des services	26
Reprise des investissements directs canadiens à l'étranger entraînée par les acquisitions	27
Compte financier	27
Reprise de l'investissement direct à l'étranger	27
Demande canadienne de titres étrangers à la hausse	27
Reprise de l'investissement de portefeuille étranger dans les titres canadiens	27
Investissement direct étranger au Canada négatif	28
Autres investissements	28
Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre	31
Ralentissement de la croissance annuelle de la productivité dans le secteur des biens et des services en 2003	32
Les entreprises resserrent le contrôle de leur coût unitaire de main-d'oeuvre	32
Les coûts unitaires de main-d'oeuvre demeurent aussi contenus dans la majorité des industries	32
Une croissance comparable de la production, mais une performance fort différente des marchés de l'emploi au Canada et aux États-Unis	32
La croissance annuelle de la productivité au Canada s'est nettement atténuée en 2003	33
En 2003, l'appréciation prononcée du dollar canadien s'est soldée par un élargissement de l'écart des coûts du travail en faveur des États-Unis	34
Les révisions récentes des chiffres de productivité aux États-Unis n'ont eu aucun impact sur l'écart Canada-États-Unis	34

Bilan des investissements internationaux	40
Augmentation importante des investissements directs canadiens à l'étranger	40
Les avoirs d'actions et d'obligations étrangères pratiquement inchangés	41
Baisse des investissements directs étrangers au Canada	41
Baisse des avoirs étrangers en obligations canadiennes	41
Comptes du bilan national	43
La progression de la valeur nette nationale est attribuable à la diminution de la dette extérieure nette et à la croissance soutenue du patrimoine national.	43
La valeur nette des ménages augmente, mais on observe une hausse du fardeau de l'endettement	44
Le fléchissement du niveau d'endettement des sociétés rend compte de la vigueur persistante des bénéfices non répartis.	44
La situation financière des administrations publiques s'est améliorée	44
Sommaire annuel, 2003	44
La situation financière des secteurs a fluctué, les ménages ayant perdu du terrain par rapport aux sociétés et aux administrations publiques	44
Le bilan national continue de s'améliorer, mais à un rythme plus lent qu'en 2002	45
Les actifs en ressources naturelles ont bondi en 2003	45

À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 5) le bilan des investissements internationaux et 6) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n^o 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

PIB par industrie

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

Aperçu

Quatrième trimestre de 2003 et année 2003

Le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 1,7 % en 2003, soit presque la moitié du rythme atteint en 2002, les exportations ayant diminué pour une troisième année consécutive. L'année s'est toutefois terminée avec les meilleurs résultats affichés en six trimestres, les exportations ayant repris et le PIB ayant enregistré une hausse marquée de 0,9 %. Une part importante de la vigueur a été enregistrée à la fin du trimestre, la croissance s'étant accélérée pour passer de 0,2 % en octobre et novembre, à 0,5 % en décembre.

Produit intérieur brut réel, \$ enchaînés (1997)¹

	Variation	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 2003	0,6	2,5	2,7
Deuxième trimestre de 2003	-0,2	-1,0	1,5
Troisième trimestre de 2003	0,3	1,3	1,1
Quatrième trimestre de 2003	0,9	3,8	1,6
2003	1,7	..	1,7

¹La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

La vigueur au quatrième trimestre est principalement attribuable aux exportations, qui ont repris après quatre trimestres de marasme et qui ont contribué à améliorer les résultats de fin d'année dans la fabrication. Les dépenses de consommation ont stagné, le commerce de détail ayant subi les contrecoups des ventes très réduites de véhicules automobiles. L'augmentation des stocks des entreprises a été plus de trois fois celle enregistrée au troisième trimestre.

Les dépenses peu élevées des consommateurs et des administrations publiques au cours du trimestre, ainsi que le ralentissement de l'investissement des entreprises, ont donné lieu aux plus médiocres résultats de la demande intérieure finale (+0,3 %) depuis le quatrième trimestre de 2001. Les prix pour l'ensemble de l'économie, tels que mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont légèrement augmenté (+0,1 %), après avoir progressé de 0,9 % au troisième trimestre.

La production industrielle (la fabrication, l'exploitation minière et les services publics) a fait un bond de 1,6 % au cours du trimestre, après une première moitié d'année plutôt morose. La production plus élevée dans les secteurs de la fabrication et de l'exploitation minière a plus que contrebalancé la production réduite des services publics, la production d'électricité ayant diminué pour le troisième trimestre consécutif. La production industrielle aux États-Unis a progressé de 1,3 %, des gains ayant été enregistrés pour toutes les composantes principales.

Sur une base annualisée, la croissance du PIB du Canada pour le quatrième trimestre s'est chiffrée à 3,8 %. L'économie américaine a progressé à un taux annualisé de 4,1 % (selon les chiffres publiés aujourd'hui).

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2003.

PIB par industrie:

Depuis la diffusion de la *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens* de décembre, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 1997.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2003. Cependant, les séries pour la rémunération horaire ont été révisées à partir du premier trimestre de 1998.

Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	2002	2003
désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars aux prix courants								
PIB en termes de revenus et de dépenses								
Rémunération des salariés	600 048	610 040	613 792	614 724	618 116	623 392	597 316	617 506
	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>4,8</i>	<i>3,4</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	138 656	140 708	153 896	137 688	144 516	149 568	133 004	146 417
	<i>4,5</i>	<i>1,5</i>	<i>9,4</i>	<i>-10,5</i>	<i>5,0</i>	<i>3,5</i>	<i>4,3</i>	<i>10,1</i>
Intérêts et revenus divers de placements	49 756	49 028	50 008	50 028	51 528	50 936	49 425	50 625
	<i>-0,4</i>	<i>-1,5</i>	<i>2,0</i>	<i>0,0</i>	<i>3,0</i>	<i>-1,1</i>	<i>-6,8</i>	<i>2,4</i>
Revenu net des entreprises individuelles	75 160	75 668	76 940	77 792	78 988	80 060	74 675	78 445
	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>1,7</i>	<i>1,1</i>	<i>1,5</i>	<i>1,4</i>	<i>6,2</i>	<i>5,0</i>
Impôts moins subventions	138 980	141 384	140 128	138 920	144 536	145 924	138 197	142 377
	<i>1,1</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,9</i>	<i>4,0</i>	<i>1,0</i>	<i>7,0</i>	<i>3,0</i>
Revenu personnel disponible	700 724	707 092	713 208	716 884	719 636	721 544	698 479	717 818
	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>4,7</i>	<i>2,8</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	3,8	3,2	2,6	2,5	1,3	1,5	4,2	2,0

désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchâinés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	602 163	608 753	613 557	618 787	625 853	626 048	601 198	621 061
	<i>0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>0,0</i>	<i>3,4</i>	<i>3,3</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	199 451	200 614	202 034	204 370	205 070	205 360	198 269	204 209
	<i>1,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>3,0</i>	<i>3,0</i>
Formation brute de capital fixe	215 087	215 153	219 291	220 615	227 790	230 487	214 083	224 546
	<i>0,8</i>	<i>0,0</i>	<i>1,9</i>	<i>0,6</i>	<i>3,3</i>	<i>1,2</i>	<i>1,3</i>	<i>4,9</i>
Investissements en stocks	7 920	11 566	19 335	15 643	2 924	11 004	5 824	12 227

Exportations de biens et services	450 707	440 573	434 297	430 878	428 989	442 779	443 486	434 236
	<i>2,1</i>	<i>-2,2</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,4</i>	<i>3,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-2,1</i>
Importations de biens et services	394 603	393 171	396 862	402 069	397 943	414 593	387 274	402 867
	<i>1,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>-1,0</i>	<i>4,2</i>	<i>0,6</i>	<i>4,0</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 079 490	1 083 875	1 090 657	1 087 947	1 091 396	1 101 564	1 074 516	1 092 891
	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>3,3</i>	<i>1,7</i>
PIB par industrie								
Industries productrices de biens	315 946	316 054	317 725	315 153	317 129	322 336	313 380	318 086
	<i>1,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,9</i>	<i>1,5</i>
Industries productrices de services	684 409	689 375	692 555	694 209	696 713	701 383	681 647	696 215
	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>4,2</i>	<i>2,1</i>
Production industrielle	241 525	241 015	240 946	237 606	238 572	242 404	239 278	239 882
	<i>0,9</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>-1,4</i>	<i>0,4</i>	<i>1,6</i>	<i>2,4</i>	<i>0,3</i>
Fabrication de biens non durables	73 172	73 303	73 019	72 349	72 013	73 036	72 531	72 604
	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,4</i>	<i>3,1</i>	<i>0,1</i>
Fabrication de biens durables	105 881	104 914	104 432	102 388	102 190	104 575	104 182	103 396
	<i>1,6</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,5</i>	<i>-2,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>2,3</i>	<i>2,7</i>	<i>-0,8</i>
Secteur des technologies de l'information et des communications (TIC)	55 561	55 991	56 640	56 730	56 525	56 911	55 361	56 702
	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>1,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>1,8</i>	<i>2,4</i>
Fabrication	179 152	178 309	177 543	174 824	174 292	177 706	176 808	176 091
	<i>1,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>2,0</i>	<i>2,9</i>	<i>-0,4</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	21 624	21 900	23 046	23 628	23 818	24 071	21 412	23 641
	<i>1,7</i>	<i>1,3</i>	<i>5,2</i>	<i>2,5</i>	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>-3,5</i>	<i>10,4</i>
Construction	52 622	53 053	53 870	54 270	55 163	56 295	52 555	54 900
	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>1,5</i>	<i>0,7</i>	<i>1,6</i>	<i>2,1</i>	<i>1,7</i>	<i>4,5</i>
Commerce de gros	60 018	60 937	62 506	62 362	62 124	64 273	59 635	62 816
	<i>0,5</i>	<i>1,5</i>	<i>2,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>3,5</i>	<i>8,1</i>	<i>5,3</i>
Commerce de détail	54 852	55 290	55 835	56 082	56 537	56 039	54 905	56 123
	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,9</i>	<i>5,5</i>	<i>2,2</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

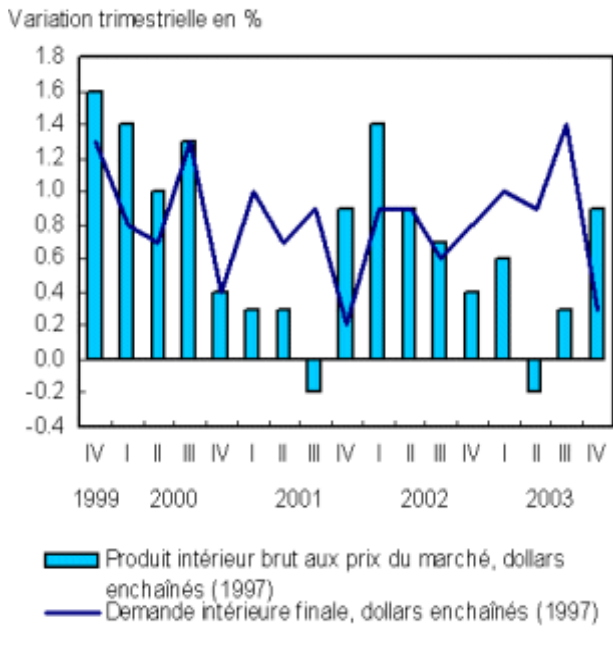
2 Taux actuel.

PIB en termes de revenus et de dépenses

Quatrième trimestre de 2003 et année 2003

L'économie a progressé de 0,9 % au quatrième trimestre, affichant sa plus forte croissance en six trimestres. Ce sont les exportations qui ont le plus contribué à la croissance durant le trimestre, après quatre trimestres consécutifs de baisses. La demande intérieure finale, par contre, n'a augmenté que de 0,3 % après avoir enregistré un taux de croissance moyen de 1,0 % au cours des quatre trimestres précédents. Les dépenses des consommateurs sont demeurées inchangées après avoir augmenté de 1,0 % en moyenne au cours des quatre trimestres précédents. Les prix, qui sont mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont affiché une légère hausse par rapport au trimestre précédent, soit de 0,1 %, et ont augmenté de 2,3 %, d'une année à l'autre.

La croissance du PIB s'est redressée à la fin de l'année



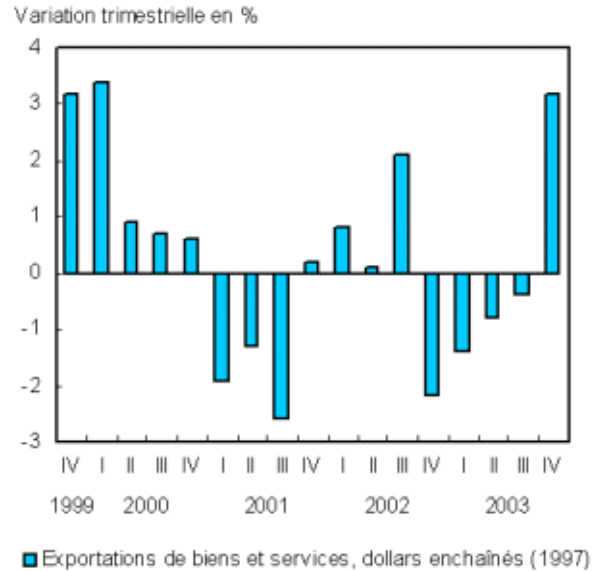
Sur une base annualisée, la croissance durant le trimestre s'est établie à 3,8 %. Au sud de la frontière, l'économie des États-Unis a progressé de 4,1 % au taux annualisé, en baisse par rapport au taux de 8,2 % enregistré au troisième trimestre.

La croissance annuelle du PIB en 2003 a été de 1,7 %, un ralentissement par rapport au taux de 3,3 % enregistré en 2002. Les estimations provinciales provisoires pour 2003 seront diffusées le 28 avril 2004.

Reprise des exportations

Les exportations ont connu une reprise, augmentant de 3,2 %. La croissance trimestrielle des exportations a été inférieure à 0,1 % en moyenne depuis le début de 2000.

Regain de la croissance des exportations



Les exportations de biens et matériaux industriels ont connu une hausse marquée de 8,3 % sous l'impulsion de plus fortes exportations de concentrés de métaux et d'alliages. Les exportations de produits automobiles ont rebondi, surtout celles de voitures particulières et de châssis, la demande en provenance des États-Unis étant plus forte. Les produits de l'énergie, y compris le pétrole brut, ont progressé de 4,2 %.

Les importations ont augmenté de 4,2 %. Les importations de produits de l'automobile ont affiché une hausse de 7,5 % après avoir connu une forte baisse au troisième trimestre. La demande de biens et matériaux industriels a progressé de 3,9 %, l'activité des fabricants ayant augmenté. Les Canadiens ont continué de dépenser davantage au chapitre des services de voyage (+11 %), l'incertitude liée à la menace du SRAS et à la guerre en Irak se dissipant peu à peu et la vigueur du dollar canadien rendant les voyages aux États-Unis moins coûteux.

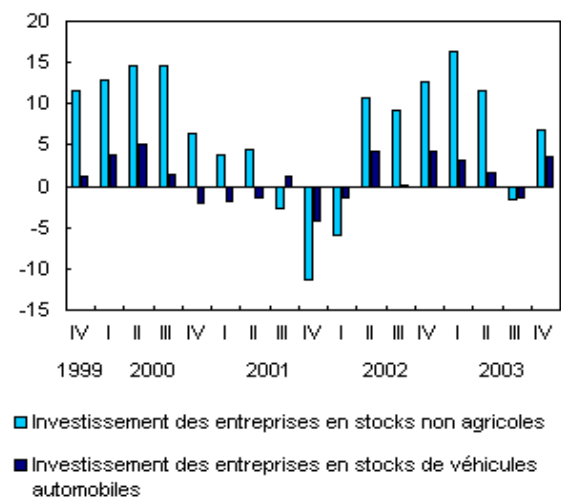
Accumulation des stocks

Les stocks non agricoles ont augmenté de près de 7 milliards de dollars durant le trimestre, après une réduction des stocks au troisième trimestre. L'accumulation des stocks a été attribuable dans une large mesure à l'investissement en stocks des détaillants et des grossistes. Les stocks de véhicules automobiles des détaillants se sont accrus de 3,7 milliards de dollars, les importations ayant augmenté et les ventes de véhicules automobiles neufs ayant diminué. Les stocks des fabricants sont demeurés inchangés, les hausses des stocks des producteurs des produits chimiques étant

largement contrebalancées par les baisses des stocks de métaux de première transformation et de produits électriques et électroniques.

Les stocks de véhicules automobiles se reconstituent

Milliards de dollars enchaînés (1997)



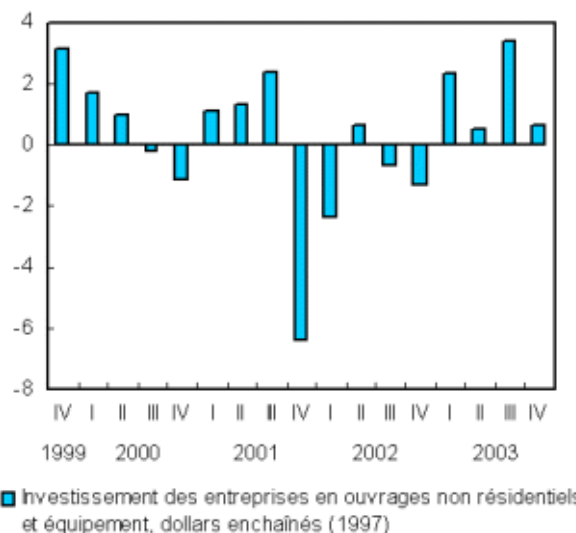
Augmentation modeste des dépenses au chapitre des usines et du matériel

L'investissement des entreprises en usines et en matériel s'est replié à 0,6 % après avoir atteint 3,4 % durant le troisième trimestre, qui était la plus forte augmentation trimestrielle en quatre ans.

La croissance des dépenses en ouvrages non résidentiels a ralenti à 1,0 %. Les dépenses en travaux de génie ont connu un deuxième trimestre d'affilée d'augmentation, s'établissant à 2,0 %, tandis que les dépenses en construction de bâtiments ont reculé de 1,7 %.

Les dépenses en usines et matériel augmentent pour un quatrième trimestre consécutif

Variation trimestrielle en %



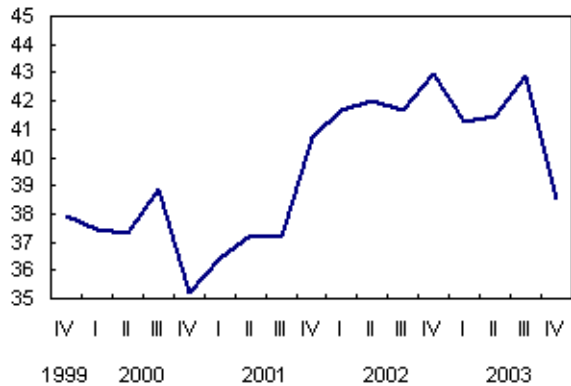
Les dépenses au chapitre des machines et du matériel ont augmenté légèrement (+0,3 %), après une hausse de 4,5 % au troisième trimestre. La baisse des prix des machines et du matériel, résultant de la vigueur du dollar canadien par rapport au dollar américain, a stimulé la croissance de l'investissement depuis le premier trimestre de 2003. Les dépenses en machinerie industrielle ont augmenté de 2,4 %, soit la cinquième augmentation d'affilée. Contrebalançant certaines de ces augmentations, les dépenses en camions et en équipement de transport autre que les automobiles ont diminué.

Stagnation des dépenses des consommateurs

Les dépenses des consommateurs sont demeurées inchangées durant le trimestre, après huit ans de croissance trimestrielle. La croissance moyenne des dépenses personnelles durant cette période a été légèrement inférieure à 1 % par trimestre.

Les achats de véhicules automobiles s'effondrent

Milliards de \$ enchaînés (1997)



— Dépenses personnelles en véhicules automobiles neufs et d'occasion (portion nette), dollars enchaînés (1997)

Malgré de généreux programmes d'offres incitatives, les achats d'automobiles neuves ont diminué de 8,2 % et les achats de camions neufs, y compris de fourgonnettes et de véhicules utilitaires à caractère sportif, ont chuté de 16 %. Les achats d'automobiles neuves ont reculé au cours des cinq derniers trimestres. Les achats de biens semi-durables, y compris l'habillement et les chaussures, ont fléchi de 0,2 %. Les dépenses au chapitre des produits énergétiques ont baissé, les températures moyennes ayant été supérieures à la normale.

Les dépenses en services ont augmenté, contrebalançant certaines de ces baisses. La reprise des dépenses liées au tourisme, y compris celles au titre des repas au restaurant, d'hébergement et du transport aérien, qui s'était amorcée au troisième trimestre, s'est maintenue au quatrième. Les dépenses des particuliers au chapitre des études universitaires ont augmenté durant le quatrième trimestre sous l'effet de la cohorte double en Ontario.

Ralentissement de l'investissement dans l'habitation

La croissance de l'investissement dans la construction résidentielle a ralenti durant le quatrième trimestre pour s'établir à 2,4 %, égalant la croissance trimestrielle moyenne enregistrée au cours des cinq dernières années.

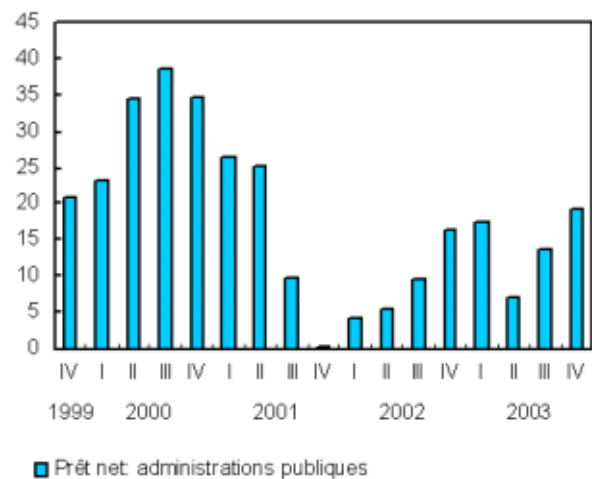
Les dépenses au chapitre des coûts de transfert de propriété ont baissé de 4,7 % en raison du ralentissement du marché de la revente de maisons. Les ventes du Service inter-agences ont diminué de 5,2 %. Les dépenses au chapitre de la construction résidentielle neuve ont augmenté de 4,7 %, stimulées par des taux d'intérêt se situant à un niveau historiquement faible. Les mises en chantier ont augmenté dans les provinces de l'Est mais elles ont ralenti dans les provinces de l'Ouest. Les dépenses en rénovations ont augmenté de 2,2 %.

Légère augmentation des dépenses des administrations publiques

Les dépenses nettes des administrations publiques en biens et services ont connu une légère hausse de 0,1 %, ralentissant pour le deuxième trimestre consécutif. Presque toute l'augmentation provient de la composante de la main-d'oeuvre et reflète un plus grand nombre d'heures travaillées. Au niveau des sous-secteurs des administrations publiques, environ la moitié de l'augmentation des dépenses en dollars courants était au chapitre des soins de santé et de l'éducation, le reste étant réparti de façon égale entre l'administration fédérale et les administrations provinciales.

Les administrations continuent d'enregistrer un excédent

milliards de \$, désaisonnalisés au taux annuel



■ Prêt net: administrations publiques

L'excédent pour l'ensemble des administrations publiques (sur la base de la comptabilité nationale, annualisé et aux prix courants) a augmenté pour se chiffrer à 19 milliards de dollars. Des recettes plus élevées, notamment au chapitre de la perception d'impôts sur le revenu des particuliers par l'administration fédérale et des taxes de vente et taxes sur les carburants, des revenus de placements provenant de redevances et de versements faits par les entreprises publiques et des bénéfices sur les ventes d'alcool et sur les jeux de hasard, expliquent principalement la hausse de cet excédent. Les dépenses ont augmenté beaucoup plus modestement, la croissance étant presque entièrement attribuable aux achats de biens et services.

Croissance modérée des bénéfices des sociétés et du revenu du travail

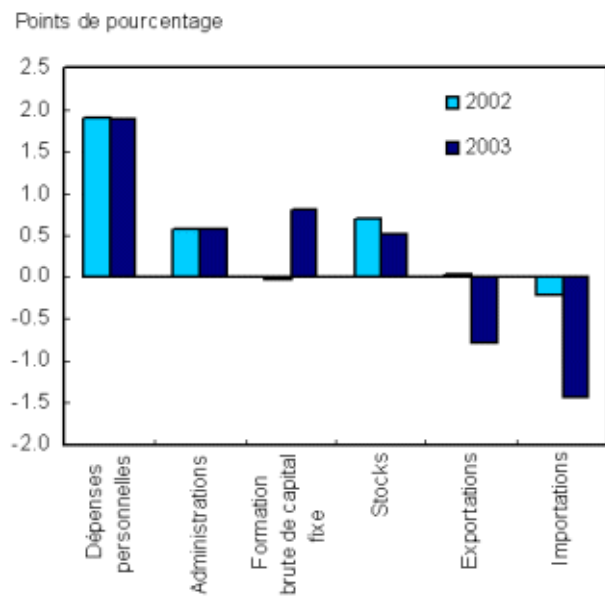
Les bénéfices des sociétés ont augmenté de 3,5 % au quatrième trimestre, se rapprochant du record enregistré au premier trimestre de 2003. Les industries du transport et des mines se sont trouvées en tête du peloton tandis que les producteurs de pétrole et de gaz ont perdu du terrain.

Le revenu du travail a affiché une hausse solide de 0,9 %, l'emploi se redressant après avoir affiché des résultats ternes durant les trois premiers trimestres de 2003.

Bilan de fin d'année 2003

La croissance du PIB a ralenti, passant de 3,3 % en 2002 à 1,7 % en 2003. La croissance au cours des trois dernières années s'est établie en moyenne à un peu plus de 2,0 % comparativement à presque 5,0 % durant la période de 1998 à 2000.

Contributions à la variation en pourcentage du PIB



Les dépenses des consommateurs ont le facteur ayant le plus contribué à la croissance en 2003. Les exportations ont été le plus entravé la croissance en raison de l'appréciation de 12 % du dollar canadien par rapport au dollar américain (selon la moyenne annuelle des cours du comptant à midi). Les prix, tels que mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont progressé de 3,4 %, reflétant les prix plus élevés de l'énergie au début de l'année. En excluant les coûts de l'énergie, les prix ont augmenté de 2,3 %.

Les dépenses des consommateurs maintiennent leur rythme

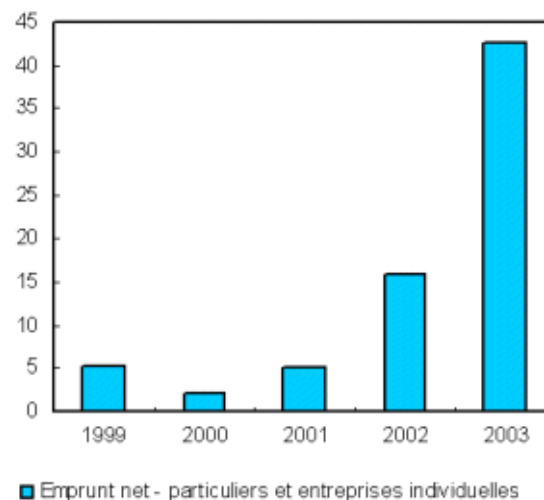
La croissance des dépenses personnelles (+3,3 %) a été égale à la croissance moyenne durant la dernière décennie et est similaire à celle de 2002.

Les dépenses au chapitre des automobiles neuves ont diminué de 4,8 % après avoir enregistré une croissance moyenne de près de 10 % au cours des quatre années précédentes. Les ventes de camions, y compris de fourgonnettes et de véhicules utilitaires à caractère sportif, ont reculé de 0,7 % après avoir fait un bond de plus de 16 % l'an dernier. Les ventes de meubles et de revêtements de sol sont demeurées fortes (+8,1 %) en

raison de la vigueur du secteur de l'habitation mais elles ont ralenti par rapport à l'année précédente. Malgré l'augmentation globale des dépenses au chapitre des services, celles au chapitre des services d'hébergement ainsi que des jeux de hasard et du transport public (aérien, ferroviaire et par autobus) ont baissé en raison de la guerre en Irak et les répercussions de la crainte du SRAS.

L'emprunt net augmente suite à une baisse de l'épargne

milliards de \$



Le revenu du travail a augmenté de 3,4 %, le taux de croissance le plus faible enregistré depuis 1996. Malgré la faible croissance de l'emploi au début de 2003, un bond à la fin de l'année a fait augmenter le revenu du travail au quatrième trimestre. La croissance de l'emploi dans les industries produisant des services a dépassé celle dans les industries produisant des biens. Le revenu disponible a augmenté de 2,8 %, soit environ la moitié de l'augmentation au chapitre des dépenses personnelles (en valeur nominale). Par conséquent, l'épargne du secteur des particuliers a chuté et le taux d'épargne est passé à 2,0 %, soit le taux le plus bas depuis plusieurs décennies. L'emprunt net des ménages a augmenté de 43 milliards de dollars en 2003 après avoir augmenté de 16 milliards de dollars en 2002.

Recul des exportations

Les exportations ont encore diminué (-2,1 %), affichant une baisse pour la troisième année consécutive. Les exportations avaient fortement contribué à la croissance au cours de la décennie précédente, le taux de croissance moyen étant supérieur à 8 %. En 2003, les diminutions des exportations de biens ont été généralisées, s'établissant à 2,0 %, tandis que les exportations de services ont diminué de 2,5 %.

Les exportations de biens et matériaux industriels et de machines et matériel ont enregistré les baisses les plus marquées. Les exportations de services de voyage ont chuté de plus de 10 % en raison de l'apparition du SRAS, de la guerre en Irak et de la vigueur du dollar canadien. Inversement, les importations ont affiché une hausse de 4,0 %, en partie à cause de la faiblesse du dollar américain. Les importations de machines et matériel ont augmenté de près de 4 % après deux années de baisses. Les importations d'autres biens de consommation ont bondi de 8,7 %.

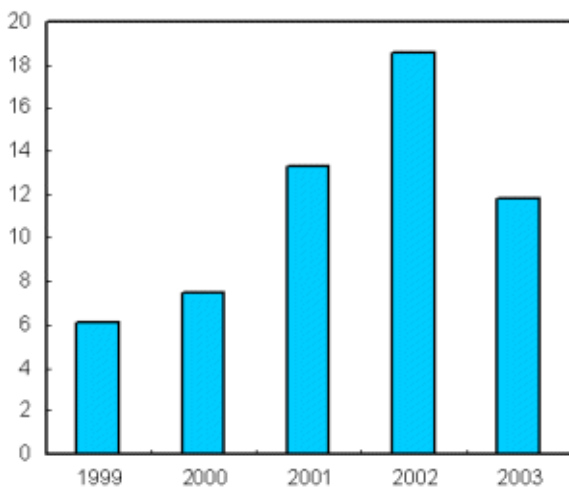
Le boom immobilier se poursuit

L'investissement dans la construction résidentielle a continué de croître pour une cinquième année d'affilée, ralentissant toutefois après la croissance à deux chiffres enregistrée au cours des deux années précédentes.

Les taux hypothécaires sont demeurés faibles. Les mises en chantier ont dépassé le seuil des 218 000 unités, approchant les records établis vers la fin des années 1980. La croissance des dépenses au chapitre des rénovations s'est accélérée, atteignant 9,9 %. La croissance des dépenses au chapitre des coûts de transfert de propriété a ralenti, enregistrant néanmoins un solide gain de 5,1 %, le marché de la revente de maisons restant vigoureux pour la troisième année d'affilée.

Cinquième année de croissance de l'investissement en bâtiments résidentiels, dollars courants

Variation annuelle en %



Reprise des dépenses en usines et en matériel

Les investissements des entreprises en usines et en matériel ont repris en 2003 après avoir enregistré une baisse en 2002. L'investissement en machines et en matériel a été soutenu par les ventes de machines industrielles (+11 %) et d'ordinateurs et autre matériel de bureau (+11 %), accompagnées d'importations à la hausse. Les achats de camions lourds ont augmenté,

l'industrie renouvelant son parc avant l'adoption des nouvelles normes d'émission en janvier 2004. L'investissement en travaux de génie a augmenté de 1,4 % tandis que l'investissement en construction de bâtiments a reculé (-1,0 %) pour une quatrième année consécutive.

Reconstitution des stocks

Les entreprises ont reconstitué leurs stocks, la croissance touchant les stocks agricoles ainsi que non agricoles. La production des cultures agricoles a augmenté pour la première fois depuis 1999, un revirement important par rapport à 2002, ce qui a entraîné une reconstitution des stocks de céréales. Les restrictions imposées aux exportations de bœuf à la suite des craintes associées à la maladie de la vache folle a entraîné une augmentation du cheptel dans les exploitations agricoles au Canada. Les stocks non agricoles ont augmenté, particulièrement les stocks des commerçants, en raison de l'augmentation des stocks des grossistes et des détaillants.

Raffermissement des bénéfiques

Les bénéfiques ont atteint des niveaux sans précédent en 2003, dépassant ceux atteints en 2000. Les producteurs de pétrole et de gaz, les grossistes et les détaillants ont enregistré les croissances les plus marquées des bénéfiques. L'augmentation continue des bénéfiques non répartis, conjuguée à l'augmentation modeste des acquisitions d'immobilisations, a amélioré le bilan du secteur des entreprises qui s'est trouvé dans une position de prêt net record.

Croissance continue des dépenses des administrations publiques

Les dépenses des administrations publiques en biens et services ont augmenté de 3,0 % en 2003, soit au même taux qu'en 2002. Depuis 1997, la dernière de quatre années consécutives de baisses des dépenses des administrations publiques, la croissance s'est établie en moyenne à 2,9 %. Une bonne partie de l'augmentation en 2003 s'est située aux niveaux des administrations provinciales et locales, y compris les dépenses accrues au chapitre des hôpitaux et des écoles.

Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	2002	2003
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Rémunération des salariés	600 048 <i>1,3</i>	610 040 <i>1,7</i>	613 792 <i>0,6</i>	614 724 <i>0,2</i>	618 116 <i>0,6</i>	623 392 <i>0,9</i>	597 316 <i>4,8</i>	617 506 <i>3,4</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	138 656 <i>4,5</i>	140 708 <i>1,5</i>	153 896 <i>9,4</i>	137 688 <i>-10,5</i>	144 516 <i>5,0</i>	149 568 <i>3,5</i>	133 004 <i>4,3</i>	146 417 <i>10,1</i>
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	10 520 <i>4,4</i>	11 208 <i>6,5</i>	12 568 <i>12,1</i>	9 440 <i>-24,9</i>	9 084 <i>-3,8</i>	9 316 <i>2,6</i>	10 426 <i>8,1</i>	10 102 <i>-3,1</i>
Intérêts et revenus divers de placements	49 756 <i>-0,4</i>	49 028 <i>-1,5</i>	50 008 <i>2,0</i>	50 028 <i>0,0</i>	51 528 <i>3,0</i>	50 936 <i>-1,1</i>	49 425 <i>-6,8</i>	50 625 <i>2,4</i>
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	1 628 <i>2,8</i>	1 492 <i>-8,4</i>	1 880 <i>26,0</i>	1 004 <i>-46,6</i>	680 <i>-32,3</i>	752 <i>10,6</i>	1 715 <i>-36,8</i>	1 079 <i>-37,1</i>
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	73 532 <i>0,4</i>	74 176 <i>0,9</i>	75 060 <i>1,2</i>	76 788 <i>2,3</i>	78 308 <i>2,0</i>	79 308 <i>1,3</i>	72 960 <i>8,0</i>	77 366 <i>6,0</i>
Ajustement de la valeur des stocks	-5 312 ...	-3 128 ...	2 860 ...	11 408 ...	3 104 ...	2 392 ...	-3 561 ...	4 941 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	53 732 <i>0,2</i>	54 380 <i>1,2</i>	54 868 <i>0,9</i>	55 168 <i>0,5</i>	56 276 <i>2,0</i>	56 556 <i>0,5</i>	53 755 <i>1,7</i>	55 717 <i>3,6</i>
Produit intérieur net au prix de base	922 560 <i>1,1</i>	937 904 <i>1,7</i>	964 932 <i>2,9</i>	956 248 <i>-0,9</i>	961 612 <i>0,6</i>	972 220 <i>1,1</i>	915 040 <i>3,6</i>	963 753 <i>5,3</i>
Impôts moins subventions, sur produits	85 248 <i>1,7</i>	87 004 <i>2,1</i>	85 260 <i>-2,0</i>	83 752 <i>-1,8</i>	88 260 <i>5,4</i>	89 368 <i>1,3</i>	84 442 <i>10,6</i>	86 660 <i>2,6</i>
Provisions pour consommation de capital	156 332 <i>1,6</i>	158 244 <i>1,2</i>	160 180 <i>1,2</i>	162 728 <i>1,6</i>	165 316 <i>1,6</i>	167 896 <i>1,6</i>	155 004 <i>5,6</i>	164 030 <i>5,8</i>
Divergence statistique	500 ...	-1 128 ...	132 ...	-184 ...	1 292 ...	-608 ...	463 ...	158 ...
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 164 640 <i>1,2</i>	1 182 024 <i>1,5</i>	1 210 504 <i>2,4</i>	1 202 544 <i>-0,7</i>	1 216 480 <i>1,2</i>	1 228 876 <i>1,0</i>	1 154 949 <i>4,3</i>	1 214 601 <i>5,2</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	2002	2003
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	660 712	670 908	680 576	685 080	696 112	695 908	656 181	689 419
	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>1,4</i>	<i>0,7</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,0</i>	<i>5,3</i>	<i>5,1</i>
Biens durables	91 700	94 144	93 544	94 164	95 772	90 988	92 131	93 617
	<i>-0,2</i>	<i>2,7</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>1,7</i>	<i>-5,0</i>	<i>8,7</i>	<i>1,6</i>
Biens semi-durables	56 612	57 220	57 852	58 236	58 432	58 692	56 773	58 303
	<i>-0,5</i>	<i>1,1</i>	<i>1,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>4,4</i>	<i>2,7</i>
Biens non durables	159 768	163 200	168 312	166 552	168 736	168 596	157 779	168 049
	<i>2,4</i>	<i>2,1</i>	<i>3,1</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>5,1</i>	<i>6,5</i>
Services	352 632	356 344	360 868	366 128	373 172	377 632	349 498	369 450
	<i>1,3</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,5</i>	<i>1,9</i>	<i>1,2</i>	<i>4,7</i>	<i>5,7</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	220 828	223 624	226 548	230 172	232 720	234 572	218 895	231 003
	<i>1,6</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>5,5</i>	<i>5,5</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	30 904	30 932	31 900	32 036	32 276	32 364	30 430	32 144
	<i>2,4</i>	<i>0,1</i>	<i>3,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>0,3</i>	<i>12,7</i>	<i>5,6</i>
Investissements des administrations publiques en stocks	-84	-80	-16	44	24	8	-45	15
Formation brute de capital fixe des entreprises	197 060	198 812	201 460	200 428	208 396	209 904	196 764	205 047
	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>4,0</i>	<i>0,7</i>	<i>2,0</i>	<i>4,2</i>
Bâtiments résidentiels	65 796	68 460	69 544	70 504	74 732	77 284	65 270	73 016
	<i>3,7</i>	<i>4,0</i>	<i>1,6</i>	<i>1,4</i>	<i>6,0</i>	<i>3,4</i>	<i>18,7</i>	<i>11,9</i>
Ouvrages non résidentiels	48 148	47 584	48 900	49 192	50 228	51 056	48 469	49 844
	<i>-0,8</i>	<i>-1,2</i>	<i>2,8</i>	<i>0,6</i>	<i>2,1</i>	<i>1,6</i>	<i>-8,1</i>	<i>2,8</i>
Machines et matériel	83 116	82 768	83 016	80 732	83 436	81 564	83 025	82 187
	<i>-0,6</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>-2,8</i>	<i>3,3</i>	<i>-2,2</i>	<i>-2,4</i>	<i>-1,0</i>
Investissement des entreprises en stocks	5 188	8 348	16 608	11 064	-3 440	6 020	2 873	7 563
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Non agricoles	7 164	10 448	15 744	9 696	-5 332	3 924	4 544	6 008
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Agricultures	-1 976	-2 100	864	1 368	1 892	2 096	-1 671	1 555
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Exportations de biens et services	482 920	480 352	481 632	452 896	452 000	451 716	474 303	459 561
	<i>2,5</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>-6,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,6</i>	<i>-3,1</i>
Biens	422 592	418 320	422 612	396 000	394 632	392 860	414 303	401 526
	<i>2,7</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>-6,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,7</i>	<i>-3,1</i>
Services	60 328	62 032	59 020	56 896	57 368	58 856	60 000	58 035
	<i>1,2</i>	<i>2,8</i>	<i>-4,9</i>	<i>-3,6</i>	<i>0,8</i>	<i>2,6</i>	<i>-0,9</i>	<i>-3,3</i>
Moins: Importations de biens et services	432 388	432 000	428 072	409 360	400 316	402 224	423 989	409 993
	<i>2,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,9</i>	<i>-4,4</i>	<i>-2,2</i>	<i>0,5</i>	<i>1,2</i>	<i>-3,3</i>
Biens	364 560	363 836	359 048	341 756	331 940	332 536	356 458	341 320
	<i>2,9</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,3</i>	<i>-4,8</i>	<i>-2,9</i>	<i>0,2</i>	<i>1,7</i>	<i>-4,2</i>
Services	67 828	68 164	69 024	67 604	68 376	69 688	67 531	68 673
	<i>-1,4</i>	<i>0,5</i>	<i>1,3</i>	<i>-2,1</i>	<i>1,1</i>	<i>1,9</i>	<i>-0,9</i>	<i>1,7</i>
Divergence statistique	-500	1 128	-132	184	-1 292	608	-463	-158
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 164 640	1 182 024	1 210 504	1 202 544	1 216 480	1 228 876	1 154 949	1 214 601
	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>2,4</i>	<i>-0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>4,3</i>	<i>5,2</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 109 504</i>	<i>1 124 276</i>	<i>1 140 484</i>	<i>1 147 716</i>	<i>1 169 504</i>	<i>1 172 748</i>	<i>1 102 270</i>	<i>1 157 613</i>
	<i>1,2</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>1,9</i>	<i>0,3</i>	<i>4,9</i>	<i>5,0</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	2002	2003
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	602 163	608 753	613 557	618 787	625 853	626 048	601 198	621 061
	<i>0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>0,0</i>	<i>3,4</i>	<i>3,3</i>
Biens durables	92 627	95 208	94 609	95 588	97 984	93 538	93 294	95 430
	<i>-0,4</i>	<i>2,8</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>2,5</i>	<i>-4,5</i>	<i>8,5</i>	<i>2,3</i>
Biens semi-durables	54 006	54 809	55 718	56 081	56 478	56 354	54 341	56 158
	<i>-0,7</i>	<i>1,5</i>	<i>1,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>3,9</i>	<i>3,3</i>
Biens non durables	136 451	138 052	139 400	139 163	139 294	140 133	136 534	139 498
	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>2,1</i>	<i>2,2</i>
Services	319 846	321 628	324 643	328 904	333 310	336 582	317 885	330 860
	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>2,6</i>	<i>4,1</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	199 451	200 614	202 034	204 370	205 070	205 360	198 269	204 209
	<i>1,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>3,0</i>	<i>3,0</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	29 775	29 763	30 695	31 165	31 203	31 495	29 443	31 140
	<i>1,4</i>	<i>-0,0</i>	<i>3,1</i>	<i>1,5</i>	<i>0,1</i>	<i>0,9</i>	<i>11,8</i>	<i>5,8</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	-76	-72	-12	40	20	8	-40	14

Formation brute de capital fixe des entreprises	185 428	185 506	188 724	189 587	196 703	199 108	184 751	193 531
	<i>0,7</i>	<i>0,0</i>	<i>1,7</i>	<i>0,5</i>	<i>3,8</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>4,8</i>
Bâtiments résidentiels	58 115	59 664	60 085	60 261	62 882	64 396	57 614	61 906
	<i>3,6</i>	<i>2,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,3</i>	<i>4,3</i>	<i>2,4</i>	<i>14,2</i>	<i>7,5</i>
Ouvrages non résidentiels	42 631	41 920	42 759	42 910	43 632	44 064	43 044	43 341
	<i>-1,4</i>	<i>-1,7</i>	<i>2,0</i>	<i>0,4</i>	<i>1,7</i>	<i>1,0</i>	<i>-10,4</i>	<i>0,7</i>
Machines et matériel	84 340	83 453	85 492	86 057	89 926	90 182	83 720	87 914
	<i>-0,3</i>	<i>-1,1</i>	<i>2,4</i>	<i>0,7</i>	<i>4,5</i>	<i>0,3</i>	<i>-3,2</i>	<i>5,0</i>
Investissement des entreprises en stocks	7 996	11 638	19 350	15 602	2 902	10 998	5 864	12 213

Non agricoles	9 219	12 551	16 317	11 612	-1 598	6 761	6 664	8 273

Agricultures	-1 318	-1 013	2 643	3 567	4 463	3 967	-925	3 660

Exportations de biens et services	450 707	440 573	434 297	430 878	428 989	442 779	443 486	434 236
	<i>2,1</i>	<i>-2,2</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,4</i>	<i>3,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-2,1</i>
Biens	395 514	384 335	380 648	378 277	375 804	388 239	388 648	380 742
	<i>2,2</i>	<i>-2,8</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,7</i>	<i>3,3</i>	<i>0,2</i>	<i>-2,0</i>
Services	55 417	56 425	53 830	52 786	53 347	54 723	55 056	53 672
	<i>0,9</i>	<i>1,8</i>	<i>-4,6</i>	<i>-1,9</i>	<i>1,1</i>	<i>2,6</i>	<i>-1,7</i>	<i>-2,5</i>
Moins: Importations de biens et services	394 603	393 171	396 862	402 069	397 943	414 593	387 274	402 867
	<i>1,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>-1,0</i>	<i>4,2</i>	<i>0,6</i>	<i>4,0</i>
Biens	339 564	338 001	339 572	344 082	338 504	351 285	332 311	343 361
	<i>2,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>1,3</i>	<i>-1,6</i>	<i>3,8</i>	<i>1,4</i>	<i>3,3</i>
Services	55 601	55 690	57 625	58 333	59 485	63 156	55 400	59 650
	<i>-1,9</i>	<i>0,2</i>	<i>3,5</i>	<i>1,2</i>	<i>2,0</i>	<i>6,2</i>	<i>-3,4</i>	<i>7,7</i>
Divergence statistique	-463	1 034	-119	166	-1 159	545	-442	-142

Produit intérieur brut aux prix du marché	1 079 490	1 083 875	1 090 657	1 087 947	1 091 396	1 101 564	1 074 516	1 092 891
	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>3,3</i>	<i>1,7</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 016 634</i>	<i>1 024 500</i>	<i>1 034 783</i>	<i>1 043 708</i>	<i>1 058 406</i>	<i>1 061 473</i>	<i>1 013 490</i>	<i>1 049 593</i>
	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>1,4</i>	<i>0,3</i>	<i>2,9</i>	<i>3,6</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

2 Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilisent des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	2002	2003
variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre au taux annuel, dollars enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	1,3	4,4	3,2	3,5	4,6	0,1	3,4	3,3
Biens durables	-1,5	11,6	-2,5	4,2	10,4	-17,0	8,5	2,3
Biens semi-durables	-2,6	6,1	6,8	2,6	2,9	-0,9	3,9	3,3
Biens non durables	0,7	4,8	4,0	-0,7	0,4	2,4	2,1	2,2
Services	3,1	2,2	3,8	5,4	5,5	4,0	2,6	4,1
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	4,2	2,4	2,9	4,7	1,4	0,6	3,0	3,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	5,6	-0,2	13,1	6,3	0,5	3,8	11,8	5,8
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	-56	4	60	52	-20	-12	-53	54
Formation brute de capital fixe des entreprises	2,8	0,2	7,1	1,8	15,9	5,0	-0,2	4,8
Bâtiments résidentiels	15,2	11,1	2,9	1,2	18,6	10,0	14,2	7,5
Ouvrages non résidentiels	-5,4	-6,5	8,2	1,4	6,9	4,0	-10,4	0,7
Machines et matériel	-1,3	-4,1	10,1	2,7	19,2	1,1	-3,2	5,0
Investissement des entreprises en stocks[2]	-1 956	3 642	7 712	-3 748	-12 700	8 096	7 921	6 349
Non agricoles[2]	-1 544	3 332	3 766	-4 705	-13 210	8 359	8 099	1 609
Agricoles[2]	-412	305	3 656	924	896	-496	-168	4 585
Exportations de biens et services	8,5	-8,7	-5,6	-3,1	-1,7	13,5	-0,1	-2,1
Biens	9,2	-10,8	-3,8	-2,5	-2,6	13,9	0,2	-2,0
Services	3,6	7,5	-17,2	-7,5	4,3	10,7	-1,7	-2,5
Moins: Importations de biens et services	5,8	-1,4	3,8	5,4	-4,0	17,8	0,6	4,0
Biens	8,6	-1,8	1,9	5,4	-6,3	16,0	1,4	3,3
Services	-7,4	0,6	14,6	5,0	8,1	27,1	-3,4	7,7
Divergence statistique[2]	21	1 497	-1 153	285	-1 325	1 704	595	301
Produit intérieur brut aux prix du marché	2,7	1,6	2,5	-1,0	1,3	3,8	3,3	1,7
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>2,3</i>	<i>3,1</i>	<i>4,1</i>	<i>3,5</i>	<i>5,8</i>	<i>1,2</i>	<i>2,9</i>	<i>3,6</i>

1 Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.
2 Variation en millions de dollars, au taux annuel.

Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	2002	2003
calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,189	0,619	0,445	0,480	0,649	0,018	1,901	1,875
Biens durables	-0,030	0,218	-0,050	0,080	0,195	-0,356	0,650	0,181
Biens semi-durables	-0,033	0,072	0,079	0,031	0,034	-0,011	0,190	0,162
Biens non durables	0,023	0,161	0,135	-0,024	0,013	0,083	0,282	0,297
Services	0,228	0,168	0,281	0,392	0,407	0,301	0,779	1,235
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,196	0,110	0,133	0,217	0,066	0,027	0,571	0,570
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,036	-0,001	0,081	0,040	0,003	0,025	0,288	0,152
Investissement des administrations publiques en stocks	-0,005	0,000	0,005	0,005	-0,002	-0,001	-0,005	0,005
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,117	0,007	0,289	0,076	0,624	0,209	-0,036	0,802
Bâtiments résidentiels	0,199	0,151	0,041	0,017	0,256	0,149	0,719	0,423
Ouvrages non résidentiels	-0,059	-0,069	0,080	0,014	0,069	0,041	-0,500	0,030
Machines et matériel	-0,023	-0,075	0,168	0,045	0,299	0,019	-0,254	0,349
Investissement des entreprises en stocks	-0,183	0,333	0,694	-0,336	-1,082	0,676	0,688	0,510
Non agricoles	-0,145	0,302	0,335	-0,413	-1,142	0,715	0,709	0,106
Agricoles	-0,038	0,031	0,360	0,078	0,059	-0,039	-0,022	0,404
Exportations de biens et services	0,843	-0,935	-0,579	-0,305	-0,165	1,175	0,043	-0,796
Biens	0,797	-1,029	-0,340	-0,211	-0,215	1,053	0,136	-0,669
Services	0,045	0,094	-0,239	-0,094	0,050	0,122	-0,093	-0,127
Moins: Importations de biens et services	0,526	-0,134	0,337	0,452	-0,346	1,352	0,228	1,434
Biens	0,639	-0,144	0,141	0,383	-0,456	1,012	0,438	1,003
Services	-0,113	0,009	0,196	0,069	0,110	0,340	-0,209	0,431
Divergence statistique	0,002	0,139	-0,106	0,026	-0,122	0,156	0,059	0,027
Produit intérieur brut aux prix du marché	0,669	0,406	0,626	-0,248	0,317	0,932	3,280	1,710
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>0,538</i>	<i>0,735</i>	<i>0,948</i>	<i>0,813</i>	<i>1,342</i>	<i>0,279</i>	<i>2,724</i>	<i>3,399</i>

1 Les données en dollars enchaînés (1997) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de croissance du PIB.

Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	2002	2003
calculés à partir de données désaisonnalisées, (1997 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	109,7 <i>0,8</i>	110,2 <i>0,5</i>	110,9 <i>0,6</i>	110,7 <i>-0,2</i>	111,2 <i>0,5</i>	111,2 <i>0,0</i>	109,2 <i>1,9</i>	111,0 <i>1,7</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	110,7 <i>0,5</i>	111,5 <i>0,7</i>	112,1 <i>0,5</i>	112,6 <i>0,4</i>	113,5 <i>0,8</i>	114,2 <i>0,6</i>	110,4 <i>2,4</i>	113,1 <i>2,4</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	103,8 <i>1,0</i>	103,9 <i>0,1</i>	103,9 <i>0,0</i>	102,8 <i>-1,1</i>	103,4 <i>0,6</i>	102,8 <i>-0,6</i>	103,4 <i>0,8</i>	103,2 <i>-0,1</i>
Formation brute de capital fixe des entreprises	106,3 <i>0,1</i>	107,2 <i>0,8</i>	106,7 <i>-0,5</i>	105,7 <i>-0,9</i>	105,9 <i>0,2</i>	105,4 <i>-0,5</i>	106,5 <i>2,2</i>	105,9 <i>-0,5</i>
Exportations de biens et services	107,1 <i>0,4</i>	109,0 <i>1,8</i>	110,9 <i>1,7</i>	105,1 <i>-5,2</i>	105,4 <i>0,3</i>	102,0 <i>-3,2</i>	107,0 <i>-1,5</i>	105,9 <i>-1,0</i>
Moins: Importations de biens et services	109,6 <i>0,8</i>	109,9 <i>0,3</i>	107,9 <i>-1,8</i>	101,8 <i>-5,7</i>	100,6 <i>-1,2</i>	97,0 <i>-3,6</i>	109,5 <i>0,6</i>	101,8 <i>-7,0</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	107,9 0,6	109,1 1,1	111,0 1,7	110,5 -0,5	111,5 0,9	111,6 0,1	107,5 0,9	111,2 3,4
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>109,1</i> <i>0,6</i>	<i>109,7</i> <i>0,5</i>	<i>110,2</i> <i>0,5</i>	<i>110,0</i> <i>-0,2</i>	<i>110,5</i> <i>0,5</i>	<i>110,5</i> <i>0,0</i>	<i>108,7</i> <i>2,0</i>	<i>110,3</i> <i>1,4</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Tableau sommaire du marché financier

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	2002	2003
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Financement:								
Particuliers et entreprises individuelles	49 140	48 312	48 536	49 592	52 152	49 304	47 543	49 896
Crédit à la consommation	15 828	17 156	16 272	18 264	18 996	16 764	16 499	17 574
Emprunts bancaires	1 424	516	1 248	1 344	1 452	556	836	1 150
Autres emprunts	3 428	2 516	2 320	984	1 452	1 108	3 161	1 466
Hypothèques	28 460	28 124	28 696	29 000	30 252	30 876	27 047	29 706
Sociétés privées non financières	39 636	21 232	35 116	29 364	36 040	61 976	40 084	40 624
Emprunts bancaires	7 400	3 864	-984	-3 916	2 400	-1 076	1 035	-894
Autres emprunts	1 636	1 608	-8 632	1 260	-6 140	96	-277	-3 354
Autres effets à court terme	-6 972	-18 156	-5 684	-13 132	-6 116	-15 404	-4 580	-10 084
Hypothèques	4 896	6 052	4 328	4 220	5 836	5 504	4 915	4 972
Obligations	1 084	2 140	19 220	19 448	7 284	28 100	8 043	18 513
Actions	31 592	25 724	26 868	21 484	32 776	44 756	30 948	31 471
Entreprises publiques non financières	4 828	5 172	4 720	1 932	-4 680	-2 864	-1 274	-223
Emprunts bancaires	1 764	-284	2 552	948	-1 068	-1 140	-99	323
Autres emprunts	1 768	2 268	5 172	1 804	-116	3 668	1 073	2 632
Autres effets à court terme	112	1 236	40	1 728	-2 072	-4 708	318	-1 253
Hypothèques	40	-4	-16	0	-4	-4	6	-6
Obligations	1 144	1 956	-3 020	-2 496	-1 400	-668	-2 572	-1 896
Actions	0	0	-8	-52	-20	-12	0	-23
Administration fédérale	-5 952	-5 564	-196	1 604	1 912	-9 588	-1 246	-1 567
Emprunts bancaires	120	108	104	112	104	104	106	106
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	4 696	5 076	7 076	13 228	15 676	12 944	7 756	12 231
Obligations d'épargne du Canada	-1 644	-2 004	-996	-1 560	-1 524	-1 080	-1 510	-1 290
Autres obligations	-9 124	-8 744	-6 380	-10 176	-12 344	-21 556	-7 598	-12 614
Autres paliers d'administration publique	1 356	6 124	3 884	16 504	10 752	2 488	9 739	8 407
Emprunts bancaires	524	-824	-8	396	-264	936	205	265
Autres emprunts	216	576	492	840	752	436	454	630
Autres effets à court terme	-5 568	-5 148	1 920	-3 104	-5 536	2 668	-2 300	-1 013
Hypothèques	-72	24	0	4	-76	20	-7	-13
Obligations provinciales	7 644	10 376	1 724	15 832	13 924	-672	10 906	7 702
Obligations municipales	-1 412	1 120	-276	2 512	1 920	-904	463	813
Autres obligations	24	0	32	24	32	4	18	23
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	89 008	75 276	92 060	98 996	96 176	101 316	94 846	97 137
Crédit à la consommation	15 828	17 156	16 272	18 264	18 996	16 764	16 499	17 574
Emprunts bancaires	11 232	3 380	2 912	-1 116	2 624	-620	2 083	950
Autres emprunts	7 048	6 968	-648	4 888	-4 052	5 308	4 411	1 374
Effets à court terme, Canada	4 696	5 076	7 076	13 228	15 676	12 944	7 756	12 231
Autres effets à court terme	-12 428	-22 068	-3 724	-14 508	-13 724	-17 444	-6 562	-12 350
Hypothèques	33 324	34 196	33 008	33 224	36 008	36 396	31 961	34 659
Obligations	-2 284	4 844	10 304	23 584	7 892	3 224	7 750	11 251
Actions	31 592	25 724	26 860	21 432	32 756	44 744	30 948	31 448

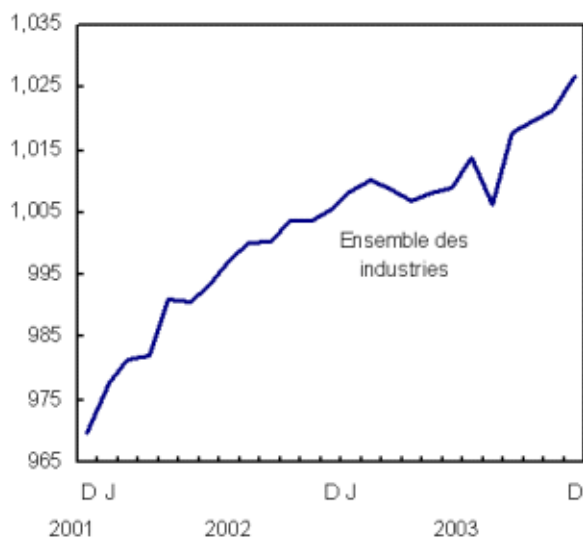
PIB par industrie

Décembre 2003 et quatrième trimestre de 2003

L'année s'est terminée sur une bonne note, le produit intérieur brut (PIB) ayant augmenté de 0,5 % en décembre. Pour la première fois dans ce dernier cycle d'expansion du PIB, le secteur des entreprises s'est imposé comme le maillon fort de la croissance du PIB. La vigueur de l'économie avait été largement attribuable aux consommateurs depuis le second semestre de 2000.

Le PIB se rattrape en fin d'année

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



La croissance s'est concentrée dans le secteur des biens, la production industrielle ayant progressé de 1,2 %. L'augmentation de la production des secteurs de la fabrication et de l'extraction minière a contribué au dynamisme de la production industrielle et a permis de contrebalancer un léger recul des services publics. La hausse de la production pétrolière et gazière et la demande accrue de services d'exploration ont fait grimper le secteur minier de 1,2 %, après deux mois de repli. Le temps plus froid qu'à la normale dans le nord-est des États-Unis a intensifié les exportations et la distribution de gaz naturel par gazoduc. La solidité persistante des prix des métaux communs a favorisé l'augmentation de la production des mines métalliques. Par contre, l'indice de la production industrielle aux États-Unis n'a pas bougé en décembre, le fléchissement des services publics ayant neutralisé la croissance des secteurs de la fabrication et de l'extraction minière.

Le secteur financier a continué de tirer parti du redressement du marché boursier. En effet, la plupart des indices boursiers nord-américains ont poursuivi leur tendance à la hausse en décembre. Par ailleurs, des hausses de production ont été observées dans les secteurs de la santé, de l'enseignement et des administrations publiques.

La demande des consommateurs pour les biens et services s'est relâchée, le commerce de détail s'étant replié de 1,0 % en décembre. Ce recul du commerce de détail s'explique par un nouvel affaissement des ventes de voitures neuves. Si l'on exclut les ventes des concessionnaires de véhicules automobiles neufs, les ventes au détail n'ont accusé qu'une légère baisse de 0,1 %. En outre, la demande de maisons neuves s'est affaiblie de sorte que la construction de maisons neuves a stagné en décembre. Le secteur des agents et des courtiers immobiliers a également affiché une réduction de ses activités, laquelle coïncide avec le fléchissement observé sur le marché de la revente de maisons.

En revanche, le gonflement de la demande de voyages internationaux par les Canadiens a contribué à l'expansion du secteur du transport aérien. Ce secteur a connu une croissance de 23 % par rapport au creux atteint en mai 2003, au moment où le SRAS et la guerre en Iraq avaient durement restreint la demande de voyages aériens. Cependant, la diminution du nombre de voyageurs étrangers en visite au Canada a entravé la progression des autres secteurs liés aux voyages.

Vigueur généralisée du secteur de la fabrication

Le secteur de la fabrication a progressé de 1,4 % en décembre, la plupart des sous-secteurs ayant déclaré une hausse de leur production. Bien que les ventes de véhicules automobiles neufs aient fléchi au Canada, la production de véhicules et de pièces automobiles a augmenté substantiellement, en raison de la demande accrue des États-Unis. Les fabricants de produits en métaux de première fusion et de produits métalliques ont profité de la vigueur de l'industrie des véhicules et des pièces automobiles. Le dynamisme récent de l'industrie des TIC s'est traduit par une progression de 1,4 % en décembre, la production ayant enregistré des niveaux sans précédent depuis l'été 2001, bien qu'elle demeure encore inférieure de 39 % au sommet atteint en août 2000.

L'automobile mène le secteur de la fabrication



La force du secteur de la fabrication s'est reflétée dans le commerce de gros. Les grossistes de matériel automobile, de bois d'oeuvre, de boissons et d'ordinateurs ont tous déclaré une intensification de leurs activités en décembre. Le secteur du transport ferroviaire a également bénéficié de la vigueur du secteur de la fabrication, ses activités ayant progressé de 2,8 %.

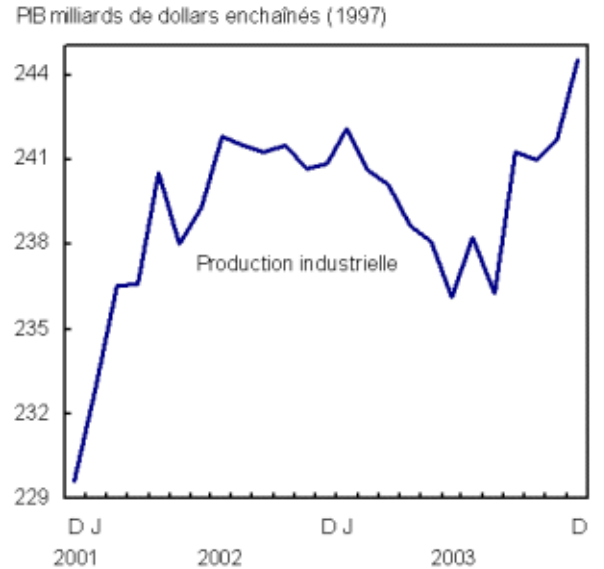
Profil de l'industrie, quatrième trimestre de 2003

Le bond de la production du secteur manufacturier et des industries connexes a permis de conclure l'année sur une note positive. Le dynamisme soutenu de la construction résidentielle et du secteur de l'extraction minière a aussi largement contribué à cette expansion. Les industries liées aux voyages ont connu un bon trimestre, le transport aérien, les jeux de hasard, l'hôtellerie et la restauration ayant déclaré une croissance. De plus, des hausses d'activité ont été observées dans les secteurs de la santé, de l'enseignement et des administrations publiques. En revanche, la contraction des ventes de véhicules automobiles s'est traduite par un repli du commerce de détail.

La production industrielle (qui couvre la fabrication, l'extraction minière et les services publics) a bondi de 1,6 %, après avoir connu un premier semestre léthargique en 2003. L'augmentation de la production manufacturière et minière a été atténuée par un fléchissement des services publics, la production d'électricité ayant diminué pour un troisième trimestre consécutif. La hausse des prix de l'énergie a stimulé la production de pétrole brut et de gaz naturel, la distribution par pipeline et les activités d'exploration pétrolière et gazière. L'extraction de minerais métalliques a grimpé de 7,7 % au quatrième trimestre, à la suite des conflits de travail qui avaient réduit la production au cours des deux trimestres précédents. Par

comparaison, la production industrielle s'est accrue de 1,3 % aux États-Unis, toutes les grandes composantes de l'indice ayant augmenté.

La production industrielle termine l'année sur une bonne note



La production manufacturière a augmenté de 2,0 %, soit la première hausse depuis le troisième trimestre de 2002. Le bond du secteur de la fabrication est en partie une réaction à la baisse de la production le trimestre précédent, baisse attribuable à la panne d'électricité survenue en Ontario. Ce bond s'explique aussi par la réouverture des frontières internationales pour certains produits canadiens du bœuf, par la vitalité de la construction résidentielle tant au Canada qu'aux États-Unis et par le gonflement de la demande de pièces de véhicules automobiles de la part des usines américaines de montage de véhicules automobiles. Les fabricants de TIC ont affiché une croissance appréciable de 4,4 %; il s'agit là de la seconde hausse seulement au cours des six derniers trimestres.

L'augmentation de la production manufacturière a donné lieu à une poussée des activités des grossistes. Le commerce de gros a progressé de 3,5 %, après deux trimestres consécutifs de recul. Les grossistes de produits automobiles, d'ordinateurs, de machines, de boissons et de céréales ont tous déclaré des hausses. Les entreprises de transport et d'entreposage de marchandises ont également profité de l'expansion du secteur de la fabrication, les secteurs du camionnage, du transport ferroviaire et de l'entreposage ayant tous intensifié leurs activités.

Les taux d'intérêt historiquement faibles ont continué d'aiguillonner la demande de maisons neuves. La construction résidentielle a grimpé de 3,6 % au quatrième trimestre, soit une dixième hausse trimestrielle d'affilée.

L'augmentation du nombre de mises en chantier de maisons unifamiliales a contribué au dynamisme de la construction domiciliaire. Les fabricants, les grossistes et les détaillants de meubles et d'appareils ménagers ont tiré parti du boom de la construction résidentielle. En revanche, le marché de la vente de maisons ayant fléchi, les agents et les courtiers immobiliers ont accusé un recul de 4,8 %, le premier depuis le troisième trimestre de 2002.

L'engouement des consommateurs pour les achats importants s'est concentré sur les maisons neuves et les articles d'ameublement, les ventes de nouvelles voitures ayant dégringolé de 10 %. Cet effondrement a eu des répercussions négatives sur le commerce de détail qui a connu son premier repli depuis le deuxième trimestre de 2002. Néanmoins, les ventes au détail, excluant les ventes des concessionnaires de véhicules automobiles, se sont accrues de 1,0 %.

Profil de l'industrie, 2003

La croissance de l'activité économique a diminué en 2003, le taux du PIB étant près de la moitié de celui observé en 2002. Cette baisse a été attribuable à une série d'événements imprévisibles qui ont marqué l'année.

SRAS

La poussée du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) en mars s'est largement limitée à la région de Toronto; pourtant, ses effets se sont fait sentir dans l'ensemble du pays. Le secteur du transport aérien qui ne s'est pas encore complètement remis des événements de septembre 2001 a chuté de 7,4 % en 2003. À la fin de 2003, une combinaison de facteurs, notamment la hausse de la confiance des consommateurs et l'augmentation du nombre de voyageurs en provenance de l'étranger, a permis à ce secteur de dépasser les niveaux d'activité antérieurs au SRAS et d'atteindre les niveaux observés en décembre 2002.

Le secteur de l'hôtellerie a, lui aussi, subi les retombées négatives du SRAS, les taux d'occupation s'étant effondrés de Victoria à St. John's. Le secteur hôtelier a accusé un recul de 5,4 % en 2003 et, malgré les bons résultats obtenus au second semestre de 2003, le niveau d'activité observé en décembre reste en deçà du niveau antérieur au SRAS. L'incidence sur la restauration n'a pas été aussi marquée, de sorte que ce secteur s'était redressé en mai. Le niveau d'activité du secteur de la restauration a diminué de 1,1 % en 2003.

Maladie de la vache folle

Les fabricants de produits alimentaires ont subi les contrecoups de l'annonce le 20 mai dernier de la mort, en Alberta, d'une vache atteinte d'encéphalopathie bovine spongiforme (EBS ou maladie de la vache folle), annonce qui s'est traduite par la fermeture de la plupart des marchés internationaux d'exportation du bœuf canadien. Bon nombre d'éleveurs ont gardé leurs bovins de boucherie, ce qui a réduit la production des abattoirs. La

production du secteur de l'abattage et de la transformation de la viande s'est contractée de 5,3 %, et les exportations de produits de viande ont diminué de 4,7 % en 2003. Une réouverture partielle des marchés internationaux en septembre a permis à cette industrie de retrouver, à la fin de l'année, les niveaux d'activité enregistrés avant la maladie de la vache folle. La fermeture des marchés internationaux pour les bovins canadiens sur pied a provoqué une augmentation de la taille du cheptel bovin du Canada, qui a donné lieu à une hausse de 1,3 % de la production dans l'industrie de l'élevage. Les revenus tirés du bétail en dollars courants ont diminué de plus d'un tiers en 2003, s'établissant à \$4,6 milliards, reflétant à la fois une chute en volume et en prix.

Panne d'électricité en Ontario

En 2003, les pires résultats au chapitre du PIB ont été observés au mois d'août, l'activité économique ayant fléchi de 0,7 %. Cette contraction généralisée a fait en sorte que la plupart des industries ont déclaré des baisses, de faibles à significatives, de leur production. La majeure partie de ce repli est attribuable à la panne d'électricité survenue en Ontario et aux demandes subséquentes de réduction de la consommation d'énergie. La baisse de la production d'électricité a fait du tort aux usines de fabrication et aux établissements de services, a freiné la production, le transport et la distribution de biens et a restreint les ventes et la prestation d'une vaste gamme de services aux entreprises, aux particuliers et aux administrations publiques. Cependant, l'économie s'est complètement redressée en septembre, grâce à une croissance de 1,1 %, soit la plus forte hausse mensuelle du PIB en 2003. La production d'électricité a diminué de 2,8 % en 2003, l'Ontario enregistrant une baisse de 3,1 %.

Feux de forêt en Colombie-Britannique

Une sécheresse sans précédent est à l'origine des feux de forêt dévastateurs survenus en Colombie-Britannique durant l'été 2003. On estime que les stocks de bois d'oeuvre perdus correspondent à 75 % des exportations canadiennes totales de bois résineux aux États-Unis. L'activité du secteur non commercial a augmenté, selon les estimations, de 500 millions, due à l'augmentation des coûts assumés par le gouvernement provincial pour combattre le feu et supporter les services aux évacués. Les industries de la foresterie et du sciage subissaient encore les effets de l'Accord canado-américain sur le bois d'oeuvre résineux lorsque leur production a considérablement chuté en août en raison des incendies; elles se sont cependant pratiquement remises de ces incendies en septembre. L'industrie de la foresterie a progressé de 3,9 % en 2003, tandis que les scieries ont affiché une hausse légèrement moins marquée de 2,6 %. Les exportations de bois d'oeuvre vers tous les pays ont augmenté de 2,5 % en 2003. Les cours du bois d'oeuvre sont montés en flèche pendant la crise mais se sont relâchés en octobre et novembre.

Remontée du dollar canadien

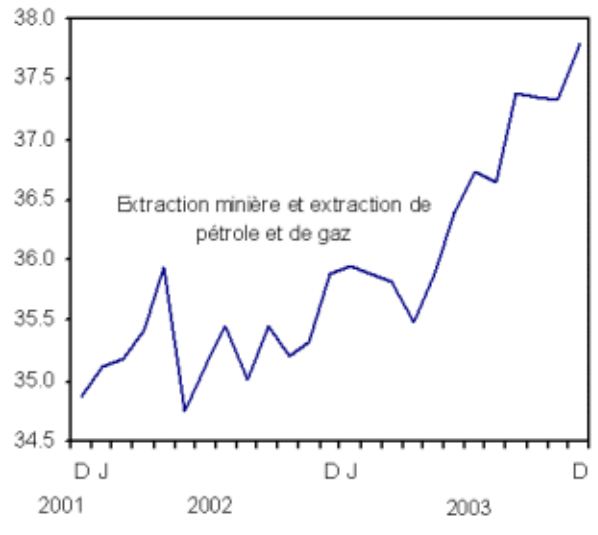
Le dollar américain s'est fortement déprécié par rapport aux principales devises en 2003, incluant le dollar canadien. Durant l'année 2003, le dollar canadien s'est apprécié de 12 % (selon la moyenne annuelle des cours du comptant à midi) par rapport au dollar américain, et de 2002 à décembre 2003, le dollar canadien s'est apprécié de 19 %. Les effets de cette appréciation se sont reflétés sur le secteur de la fabrication, en baisse de 0,4 % en 2003, tandis que les exportations de biens ont diminué de 1,7 %. Les importations totales de marchandises ont bondi de 3,7 %, alors que les prix ont chuté de 7,3 % en 2003. Les consommateurs ont payé 1,9 % de plus pour leurs achats de biens en 2003, alors que les producteurs ont versé 2,0 % de plus pour leurs intrants de matières premières et ont facturé 2,5 % de moins pour les biens finis produits, tandis que les exportateurs ont réduit les prix de leurs marchandises de 0,7 %.

Production industrielle

En 2003, la production industrielle a progressé de 0,3 % grâce à la vitalité du secteur minier; le secteur de la fabrication et les services publics s'étant repliés. La hausse des prix a stimulé les activités d'exploration et d'extraction du pétrole. L'industrie canadienne des mines de diamants a plus que doublé sa production, ce qui a permis au Canada de s'imposer comme l'un des principaux producteurs mondiaux à ce chapitre. Le secteur de la fabrication a affiché une légère baisse de 0,4 % en 2003, les industries de l'aérospatiale, des machines, des vêtements et des textiles ayant toutes déclaré une diminution de la production. La fabrication de véhicules automobiles a également fléchi. La fabrication de matériel de télécommunications a accusé une forte baisse pour une troisième année consécutive, de sorte que la production est retournée aux niveaux enregistrés avant 1997. Les industries en amont de la construction résidentielle (produits en bois et produits minéraux non métalliques) ont obtenu de bons résultats, alors que la fabrication de produits pharmaceutiques a augmenté de 8,9 % après trois années de croissance spectaculaire.

Les diamants donnent une impulsion au secteur minier

PIB milliards de dollars enchainés (1997)



Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]

	Juillet 2003	Août 2003	Septembre 2003	Octobre 2003	Novembre 2003	Décembre 2003	Décembre 2002 à décembre 2003
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)							%
Ensemble des industries	1 013 629	1 006 163	1 017 545	1 019 409	1 021 471	1 026 609	
	<i>0,5</i>	<i>-0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>2,1</i>
Industries productrices de biens	316 481	314 561	320 346	320 552	321 758	324 698	
	<i>0,9</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,8</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>2,6</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	23 870	23 659	23 925	24 084	24 090	24 039	
	<i>1,4</i>	<i>-0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>8,3</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	36 736	36 634	37 372	37 338	37 336	37 789	
	<i>0,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>2,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>1,2</i>	<i>5,3</i>
Services publics	26 042	25 865	25 472	25 213	25 846	25 755	
	<i>2,0</i>	<i>-0,7</i>	<i>-1,5</i>	<i>-1,0</i>	<i>2,5</i>	<i>-0,4</i>	<i>-3,3</i>
Construction	54 779	55 140	55 569	55 911	56 449	56 525	
	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,1</i>	<i>6,2</i>
Fabrication	173 976	172 138	176 761	176 806	176 942	179 369	
	<i>0,7</i>	<i>-1,1</i>	<i>2,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>
Industries productrices de services	698 641	693 046	698 453	700 152	700 957	703 040	
	<i>0,2</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>1,8</i>
Commerce de gros	62 573	60 380	63 419	64 061	64 049	64 710	
	<i>0,1</i>	<i>-3,5</i>	<i>5,0</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>1,0</i>	<i>6,4</i>
Commerce de détail	56 790	56 680	56 141	56 367	56 161	55 589	
	<i>0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,3</i>
Transport et entreposage	45 821	45 330	45 767	46 191	46 640	47 035	
	<i>-0,1</i>	<i>-1,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	42 142	42 116	41 961	41 719	41 606	41 395	
	<i>-0,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>-1,2</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	204 484	204 272	204 840	204 639	204 672	205 467	
	<i>0,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,4</i>	<i>2,0</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	44 726	44 556	44 781	44 875	44 914	44 885	
	<i>0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,2</i>
Services administratifs et gestion des déchets	22 392	22 248	22 352	22 366	22 411	22 440	
	<i>0,7</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>2,0</i>
Services d'enseignement	45 434	45 131	45 037	44 880	45 317	45 702	
	<i>-0,2</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,2</i>
Soins de santé et assistance sociale	60 896	60 844	60 991	61 154	61 200	61 327	
	<i>0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>3,1</i>
Arts, spectacles et loisirs	9 479	9 114	9 345	9 495	9 256	9 482	
	<i>0,8</i>	<i>-3,9</i>	<i>2,5</i>	<i>1,6</i>	<i>-2,5</i>	<i>2,4</i>	<i>6,1</i>
Hébergement et services de restauration	22 297	22 520	22 366	22 977	22 982	22 964	
	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,7</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,1</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	24 157	24 014	24 174	24 300	24 334	24 392	
	<i>0,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>1,4</i>
Administrations publiques	58 339	56 642	58 226	58 096	58 354	58 596	
	<i>0,2</i>	<i>-2,9</i>	<i>2,8</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>2,5</i>
Autres agrégations							
Production industrielle	238 237	236 236	241 243	241 003	241 691	244 518	
	<i>0,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>
Fabrication de biens non durables	72 094	71 230	72 715	72 944	72 896	73 269	
	<i>0,6</i>	<i>-1,2</i>	<i>2,1</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,0</i>
Fabrication de biens durables	101 796	100 821	103 953	103 771	103 954	106 000	
	<i>0,9</i>	<i>-1,0</i>	<i>3,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>2,0</i>	<i>1,7</i>
Secteur des entreprises	857 509	852 100	861 871	863 974	865 338	869 696	
	<i>0,5</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>2,2</i>
Secteur non commercial	156 262	154 212	155 826	155 593	156 288	157 069	
	<i>0,1</i>	<i>-1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>1,7</i>
Secteur des TIC, total	56 520	56 298	56 758	56 688	56 986	57 059	
	<i>-0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>	<i>1,6</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	2002	2003
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)								
Industries productrices de biens	315 946	316 054	317 725	315 153	317 129	322 336	313 380	318 086
	<i>1,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,9</i>	<i>1,5</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	21 624	21 900	23 046	23 628	23 818	24 071	21 412	23 641
	<i>1,7</i>	<i>1,3</i>	<i>5,2</i>	<i>2,5</i>	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>-3,5</i>	<i>10,4</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	35 305	35 475	35 893	35 920	36 914	37 488	35 329	36 554
	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>1,2</i>	<i>0,1</i>	<i>2,8</i>	<i>1,6</i>	<i>0,8</i>	<i>3,5</i>
Services publics	26 780	26 797	26 805	25 819	25 793	25 605	26 626	26 005
	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>-3,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,2</i>	<i>-2,3</i>
Construction	52 622	53 053	53 870	54 270	55 163	56 295	52 555	54 900
	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>1,5</i>	<i>0,7</i>	<i>1,6</i>	<i>2,1</i>	<i>1,7</i>	<i>4,5</i>
Fabrication	179 152	178 309	177 543	174 824	174 292	177 706	176 808	176 091
	<i>1,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>2,0</i>	<i>2,9</i>	<i>-0,4</i>
Industries productrices de services	684 409	689 375	692 555	694 209	696 713	701 383	681 647	696 215
	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>4,2</i>	<i>2,1</i>
Commerce de gros	60 018	60 937	62 506	62 362	62 124	64 273	59 635	62 816
	<i>0,5</i>	<i>1,5</i>	<i>2,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>3,5</i>	<i>8,1</i>	<i>5,3</i>
Commerce de détail	54 852	55 290	55 835	56 082	56 537	56 039	54 905	56 123
	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,9</i>	<i>5,5</i>	<i>2,2</i>
Transport et entreposage	46 702	46 830	46 540	45 875	45 639	46 622	46 401	46 169
	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,2</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,5</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	41 510	41 740	42 170	42 274	42 073	41 573	41 274	42 022
	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>-1,2</i>	<i>6,4</i>	<i>1,8</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	200 570	201 431	201 291	202 596	204 532	204 926	199 890	203 336
	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>4,9</i>	<i>1,7</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	43 425	43 846	44 281	44 584	44 688	44 891	43 255	44 611
	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>3,1</i>	<i>3,1</i>
Services administratifs et gestion des déchets	21 583	21 903	22 059	22 149	22 331	22 406	21 424	22 236
	<i>1,8</i>	<i>1,5</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,3</i>	<i>5,0</i>	<i>3,8</i>
Services d'enseignement	45 623	45 676	45 471	45 477	45 201	45 300	45 377	45 362
	<i>0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,0</i>
Soins de santé et assistance sociale	58 659	59 337	59 893	60 551	60 910	61 227	58 337	60 646
	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>3,6</i>	<i>4,0</i>
Arts, spectacles et loisirs	8 887	8 947	9 135	9 346	9 313	9 411	8 924	9 301
	<i>-2,8</i>	<i>0,7</i>	<i>2,1</i>	<i>2,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,1</i>	<i>4,8</i>	<i>4,2</i>
Hébergement et services de restauration	23 275	23 265	22 900	21 972	22 394	22 974	23 159	22 560
	<i>0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>-1,6</i>	<i>-4,1</i>	<i>1,9</i>	<i>2,6</i>	<i>0,5</i>	<i>-2,6</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	23 800	24 029	24 083	24 075	24 115	24 342	23 753	24 154
	<i>0,5</i>	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>3,4</i>	<i>1,7</i>
Administrations publiques	56 390	57 039	57 387	57 799	57 736	58 349	56 180	57 818
	<i>1,4</i>	<i>1,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,1</i>	<i>2,5</i>	<i>2,9</i>
Autres agrégations								
Production industrielle	241 525	241 015	240 946	237 606	238 572	242 404	239 278	239 882
	<i>0,9</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>-1,4</i>	<i>0,4</i>	<i>1,6</i>	<i>2,4</i>	<i>0,3</i>
Fabrication de biens non durables	73 172	73 303	73 019	72 349	72 013	73 036	72 531	72 604
	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,4</i>	<i>3,1</i>	<i>0,1</i>
Fabrication de biens durables	105 881	104 914	104 432	102 388	102 190	104 575	104 182	103 396
	<i>1,6</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,5</i>	<i>-2,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>2,3</i>	<i>2,7</i>	<i>-0,8</i>
Secteur des entreprises	846 459	850 201	854 682	852 585	857 160	866 336	841 623	857 691
	<i>0,8</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>1,1</i>	<i>3,6</i>	<i>1,9</i>
Secteur non commercial	152 939	154 130	154 507	155 474	155 433	156 317	152 370	155 433
	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>2,2</i>	<i>2,0</i>
Secteur des TIC, total	55 561	55 991	56 640	56 730	56 525	56 911	55 361	56 702
	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>1,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>1,8</i>	<i>2,4</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

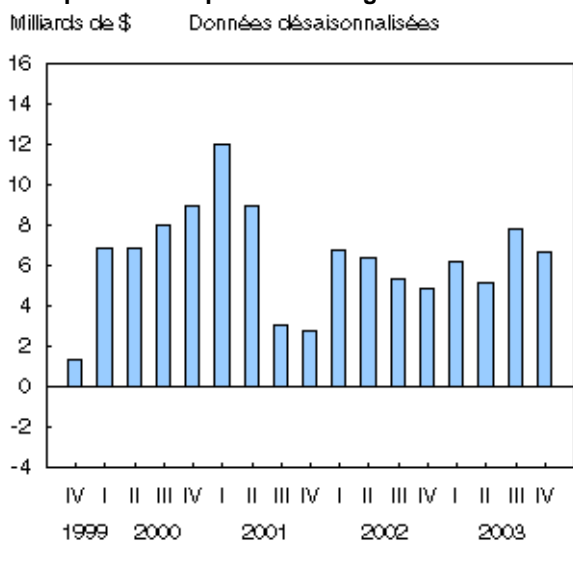
Balance des paiements internationaux

Quatrième trimestre de 2003 et année 2003

Faits saillants

Au quatrième trimestre, l'excédent du **compte courant** du Canada avec le reste du monde a diminué de 1,2 milliard de dollars pour atteindre 6,7 milliards de dollars après désaisonnalisation. Ce recul est dû à un excédent plus faible au titre du commerce des biens et à un déficit plus important au titre des revenus des investissements. Globalement, en 2003, l'excédent du compte courant a atteint 25,8 milliards de dollars, dépassant la barre des 20 milliards de dollars pour la quatrième année consécutive.

Le surplus du compte courant légèrement à la baisse



Pour le troisième trimestre consécutif, le **compte capital et financier** (non désaisonnalisé) a enregistré une sortie de fonds du Canada vers le reste du monde. L'investissement direct des Canadiens à l'étranger a été le plus important observé depuis dix trimestres, tandis que les investisseurs de portefeuille étrangers ont injecté des fonds dans les actions et dans les obligations canadiennes.

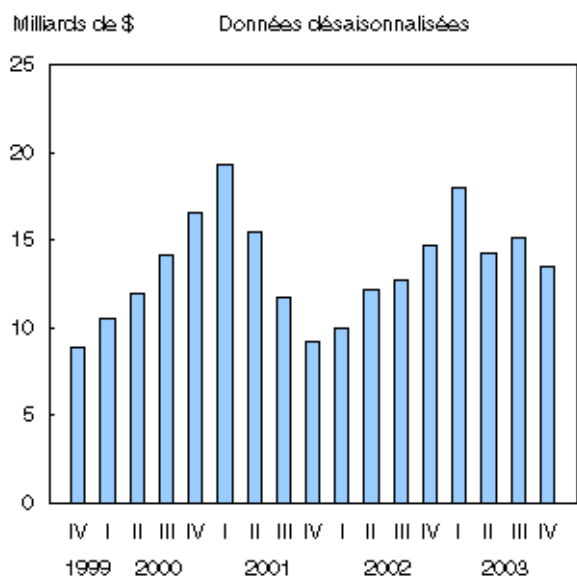
Durant le trimestre, le dollar canadien a repris son ascension par rapport au dollar américain tout en continuant à perdre du terrain par rapport aux autres devises importantes. À la fin de 2003, le cours du dollar canadien était de 77,13 cents US, en hausse de 13,7 cents ou 21,7 % par rapport au début de l'année

Compte courant

Diminution de l'excédent au titre des biens

Au quatrième trimestre, l'excédent au titre du commerce des biens était de 15,1 milliards de dollars, en baisse de 0,6 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent. La valeur des exportations a diminué de 0,4 milliard de dollars pour atteindre 98,2 milliards de dollars, soit le niveau le plus faible en quatre ans. Les prix de l'énergie ont continué de jouer un rôle important dans les fluctuations de la valeur nominale des exportations. Ces prix sont en grande partie la cause de la diminution de 1,7 milliard de dollars de la valeur des exportations d'énergie. Un redressement de 1,1 milliard de dollars des exportations de biens industriels, qui avaient baissé au cours des trois trimestres précédents, a compensé partiellement ce recul.

Les prix à la baisse font diminuer les exportations d'énergie



La valeur globale des importations a augmenté de 0,2 milliard de dollars, en raison de la reprise des importations d'automobiles, en hausse de 1,0 milliard de dollars après un troisième trimestre lent. Les importations de machines et équipement ont diminué de 0,8 milliard de dollars alors que la majorité des composantes de ce groupe affichaient une baisse au quatrième trimestre.

Note aux lecteurs

Révision importante des données sur les transactions bancaires

Les données du troisième trimestre sur les transactions bancaires ont été révisées à cause d'une erreur de traitement des données. En valeur brute, cette révision a donné lieu à une augmentation de la valeur de l'actif de 3,2 milliards de dollars, tandis que, du côté du passif, la révision du montant des dépôts a donné lieu à une augmentation de 4,6 milliards de dollars. Il en est résulté une révision globale du

Dans l'ensemble, en 2003, la valeur nominale des exportations et des importations a diminué, les exportations ayant diminué de plus de 3 % et les importations, de plus de 4 %. L'excédent au titre des biens a augmenté de 2,4 milliards de dollars pour atteindre 60,2 milliards de dollars. La valeur plus faible des exportations est due au fait que la hausse des prix des produits énergétiques a été plus que compensée par la valeur plus faible des exportations de machines et équipement et de produits automobiles. Du côté des importations, on note un fléchissement important dans les secteurs des machines et équipement et des produits automobiles. Celui-ci est compensé partiellement par une augmentation de la valeur des importations de produits énergétiques, quoique plus modeste que celle observée pour les exportations de ces produits.

Entre 2000, année où les valeurs des exportations et des importations ont atteint des records, et 2003, la valeur des exportations a diminué de 28,5 milliards de dollars et celle des importations de 20,9 milliards de dollars. Durant cette période, le secteur des machines et équipement, en particulier les composantes des télécommunications et du matériel connexe, est celui où le recul des importations et des exportations a été le plus important. Les excédents au titre des produits automobiles et des produits forestiers ont diminué de 9,1 milliards de dollars et de 8,2 milliards de dollars, respectivement, durant cette période. Du côté positif, l'excédent au titre des produits énergétiques a augmenté de 6,1 milliards de dollars au cours de ces trois années.

Diminution des bénéfiques sur les investissements directs à l'étranger

Après avoir atteint son niveau le plus faible en plus de dix ans au cours du troisième trimestre, le déficit au titre des revenus des investissements a augmenté de 0,6 milliard de dollars pour s'établir à 5,6 milliards de dollars au quatrième trimestre.

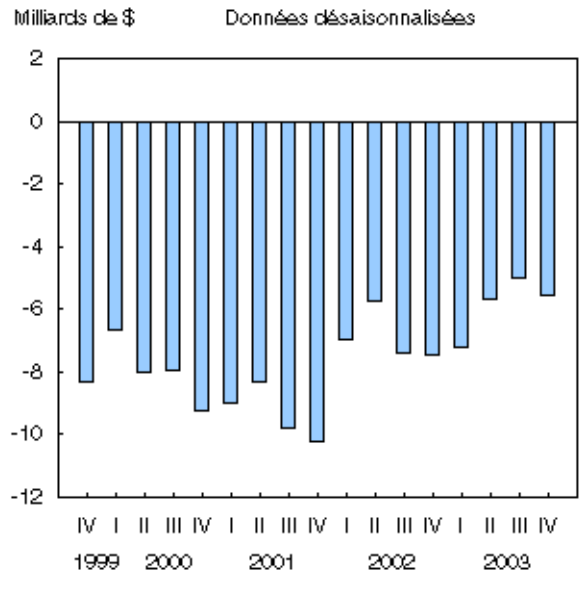
Les bénéfiques sur les investissements directs des Canadiens à l'étranger ont baissé de 0,6 milliards de dollars, pour atteindre 3,7 milliards de dollars, principalement à cause des rendements plus faibles dans les secteurs de l'énergie et des intermédiaires financiers et des assurances.

Comme une grande partie des titres canadiens détenus par les investisseurs de portefeuille étrangers sont émis en devise américaine, l'appréciation du dollar canadien par rapport à cette dernière a contribué à la réduction de 0,2 milliard de dollars des intérêts versés sur ces titres.

Pour 2003 dans son ensemble, la réduction de 1,9 milliard de dollars des intérêts versés sur ces titres comparativement à 2002 a été le facteur principal de la réduction de 4,0 milliards de dollars du déficit au titre des revenus des investissements en 2003. L'autre facteur important a été la baisse de 1,2 milliard de dollars du

montant des intérêts payés sur les dépôts de devises étrangères. Dans ces deux cas, cela fut principalement relié à la hausse du dollar canadien.

Le fort dollar maintient peu élevés les déficits des revenus de placements



Constance du déficit au titre des services

Au quatrième trimestre, le déficit au titre des services a reculé de moins de 0,1 milliard de dollars pour atteindre 2,9 milliards de dollars. La variation la plus importante a eu lieu pour le secteur des voyages, où l'augmentation des dépenses au titre des voyages à l'étranger a fait croître le déficit de 0,2 milliard de dollars. Un nombre record de Canadiens se sont rendus dans d'autres pays que les États-Unis au quatrième trimestre. Simultanément, les voyageurs américains ont commencé à revenir au Canada en plus grand nombre après deux trimestres très lents.

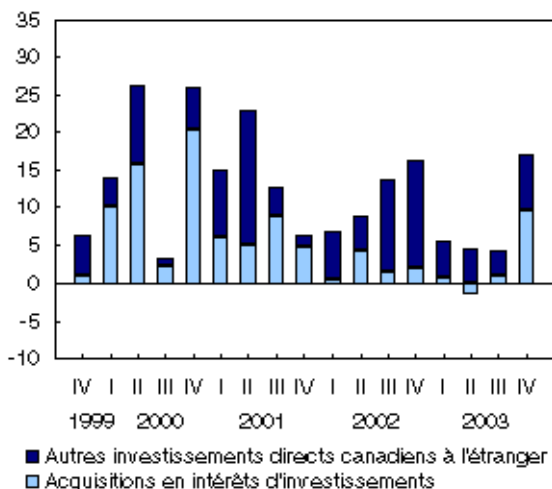
Bien que les balances commerciales pour les grandes catégories de services n'aient pour ainsi dire pas varié du troisième au quatrième trimestre, pour l'année 2003, le déficit global au titre du commerce des services a augmenté de 3,2 milliards de dollars pour atteindre 11,5 milliards de dollars.

Durant l'année, le déficit au titre des voyages a fait un bond de 2,4 milliards de dollars pour atteindre 4,3 milliards de dollars, soit la valeur la plus élevée en dix ans. Les dépenses des visiteurs étrangers ont baissé de 2,1 milliards de dollars. Plusieurs facteurs, dont les craintes suscitées par le SRAS et la maladie de la vache folle, ont fait baisser considérablement le nombre de visiteurs au Canada. En 2003, il y eut 13 % moins de visiteurs que l'année précédente qui ont passé au moins une nuit au Canada.

Étant donné le nombre plus faible de visiteurs étrangers venus au Canada et le nombre plus élevé de Canadiens ayant visité d'autres pays que les États-Unis, le déficit au titre des tarifs payés par les voyageurs a grimpé de 1,0 milliard de dollars pour atteindre 1,8 milliard de dollars en 2003.

Reprise des investissements directs canadiens à l'étranger entraînée par les acquisitions

Milliards de \$



* Signes renversés de la balance des paiements.

Compte financier

Reprise de l'investissement direct à l'étranger

Au quatrième trimestre, l'investissement direct canadien à l'étranger a rebondi énergiquement pour atteindre 17,1 milliards de dollars, soit quatre fois la moyenne des trois trimestres précédents. Plus de la moitié de cet investissement est imputable aux acquisitions de sociétés étrangères, dont la valeur a été la plus élevée depuis trois ans. Les deux tiers des investissements directs ont eu lieu dans les pays de l'Union européenne et le tiers restant, dans les pays asiatiques et aux États-Unis. L'investissement a été concentré principalement dans deux groupes d'industries : celui des finances et assurances et celui de l'énergie et minerais métalliques.

Demande canadienne de titres étrangers à la hausse

Au quatrième trimestre, l'investissement canadien dans les titres étrangers s'est chiffré à 5,2 milliards de dollars, soit le montant le plus élevé en un an et demi. Un peu plus de 60 % de cette somme ont été investis dans des actions étrangères et le reste dans des obligations étrangères.

Les Canadiens ont réparti leur investissement de 3,2 milliards de dollars en actions étrangères entre les États-Unis et les pays d'outre-mer. Quoique l'investissement du quatrième trimestre dans les actions

ait été le plus important des investissements trimestriels de 2003, pour l'année, les 4,3 milliards de dollars investis représentent le montant le moins élevé en treize années. En revanche, en 2003, la demande canadienne d'obligations étrangères a atteint un record sans précédent, l'investissement ayant atteint 8,2 milliards de dollars. Environ la moitié a été placée dans des obligations du Trésor américain, et le reste a été réparti entre des obligations de sociétés américaines et d'outre-mer.

Reprise de l'investissement de portefeuille étranger dans les titres canadiens

Au quatrième trimestre, les investisseurs de portefeuille étranger ont placé 8,5 milliards de dollars dans des titres canadiens, compensant en grande partie la réduction des avoirs du troisième trimestre. En 2003, l'investissement total dans les titres canadiens a atteint 15,2 milliards de dollars. Une demande étrangère vigoureuse d'actions canadiennes est à l'origine de 85 % de cet investissement, le reste des placements ayant été faits dans des titres de créance.

Les investisseurs étrangers ont acheté pour 5,2 milliards de dollars d'actions canadiennes, montant comparable à celui observé au troisième trimestre. Cependant, alors que l'investissement du troisième trimestre visait presque exclusivement des actions en circulation, la majeure partie de l'investissement du quatrième trimestre concerne de nouvelles actions, émises en grande partie pour acquérir des sociétés étrangères par échange d'actions.

Étant donné la hausse importante du prix des actions canadiennes, l'investissement étranger dans les actions canadiennes en circulation a été considérable en 2003, soit de 9,0 milliards de dollars du montant total de 12,9 milliards de dollars. Les prix des actions canadiennes ont augmenté de 10,8 % au quatrième trimestre et de 24,3 % au cours de 2003, ce qui représente un renversement de situation important par rapport à la baisse de 26,0 % observée durant 2001 et 2002.

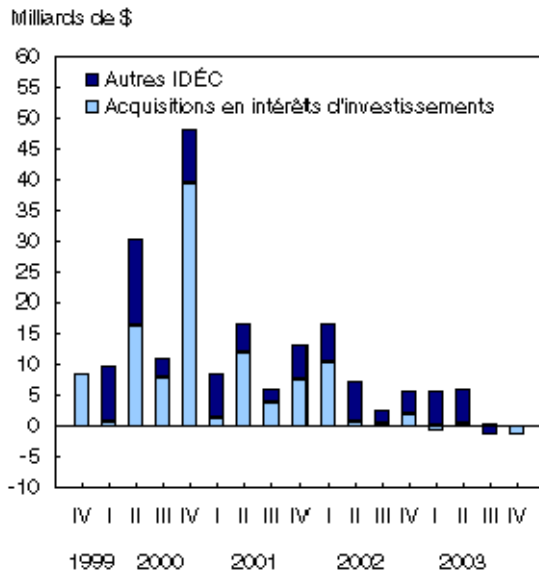
Au quatrième trimestre, les investisseurs étrangers ont acheté pour 3,7 milliards de dollars d'obligations canadiennes, tandis qu'ils ont vendu une petite quantité (395 millions de dollars) de titres du marché monétaire. L'investissement dans les obligations a eu lieu après un désinvestissement important de 12,5 milliards de dollars au troisième trimestre. Au quatrième trimestre, les investisseurs ont acheté principalement des obligations de société et certaines obligations émises par les entreprises publiques fédérales; cet investissement a été compensé en partie par la vente d'obligations émises par les administrations fédérales et provinciales. Sous l'angle des devises, les investisseurs étrangers ont acheté pour 7,9 milliards de dollars d'obligations libellées en dollars américains, mais ont vendu pour 4,2 milliards de dollars d'actions libellées en dollars canadiens.

Les avoirs étrangers d'instruments du marché monétaire canadien ont diminué pour le quatrième trimestre consécutif, portant la réduction totale en 2003 à 4,4 milliards de dollars. Ce retrait a plus que compensé l'investissement de 3,8 milliards de dollars enregistré en 2002. Le désinvestissement étranger de 2003 a été réparti entre les instruments du marché monétaire émis par tous les secteurs, sauf les bons du Trésor de l'administration fédérale.

Autres investissements

Au quatrième trimestre, la catégorie autres investissements s'est soldée par des entrées nettes de capital, les opérations liées aux prêts avec conventions de rachat ayant dominé cette catégorie. Les réserves internationales du Canada ont baissé pour le sixième trimestre consécutif.

Les investissements directs étrangers au Canada à nouveau négatifs



Investissement direct étranger au Canada négatif

Les investisseurs directs étrangers ont retiré des fonds du marché canadien pour le deuxième trimestre consécutif. Les montants sont faibles, mais on n'avait pas observé de retrait net depuis le début des années 1990. Par conséquent, en 2003, l'investissement direct étranger au Canada a atteint sa valeur la plus faible en dix ans, soit à peine 8,3 milliards de dollars. En 2003, la composante acquisition de l'investissement direct étranger, dont la valeur annuelle moyenne a été de 28,1 milliards de dollars de 1998 à 2002, a été négative. Autrement dit, cette année-là, dans l'ensemble, les résidents du Canada ont racheté des entreprises canadiennes aux investisseurs directs étrangers.

Balance des paiements

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	2002	2003
données non désaisonnalisées, millions de dollars								
Compte courant								
Recettes								
Biens et services	120 120	119 411	118 689	114 664	112 189	112 306	472 628	457 848
Biens	102 235	105 923	105 897	100 916	95 672	99 042	414 305	401 527
Services	17 886	13 487	12 791	13 748	16 516	13 265	58 323	56 321
Revenus de placements	7 828	9 191	7 471	7 921	8 236	7 627	31 638	31 255
Investissements directs	3 756	5 196	3 452	4 226	4 470	3 887	15 345	16 036
Investissements de portefeuille	2 064	2 072	2 066	2 062	2 125	2 143	8 323	8 396
Autres investissements	2 008	1 923	1 953	1 632	1 641	1 597	7 970	6 823
Transferts courants	1 543	2 026	1 916	1 493	1 493	1 613	7 002	6 516
Recettes du compte courant	129 491	130 628	128 076	124 079	121 917	121 547	511 268	495 618
Paiements								
Biens et services	105 221	107 862	105 917	105 659	97 625	99 922	423 112	409 123
Biens	88 129	91 621	88 559	89 044	80 339	83 375	356 459	341 317
Services	17 092	16 241	17 358	16 616	17 286	16 546	66 653	67 806
Revenus de placements	15 014	15 970	15 530	13 741	12 883	12 589	59 149	54 743
Investissements directs	5 613	5 915	5 986	5 104	4 354	4 230	20 724	19 674
Investissements de portefeuille	7 497	7 564	7 440	7 086	7 011	6 757	29 643	28 294
Autres investissements	1 904	2 490	2 104	1 550	1 518	1 602	8 782	6 775
Transferts courants	1 295	1 377	1 993	1 218	1 358	1 400	5 641	5 969
Paiements du compte courant	121 530	125 209	123 441	120 619	111 866	113 910	487 902	469 836
Soldes								
Biens et services	14 900	11 548	12 771	9 005	14 564	12 385	49 516	48 725
Biens	14 105	14 302	17 338	11 872	15 333	15 667	57 846	60 210
Services	794	-2 754	-4 566	-2 867	-770	-3 282	-8 330	-11 485
Revenus de placements	-7 186	-6 779	-8 060	-5 820	-4 647	-4 962	-27 511	-23 488
Investissements directs	-1 858	-719	-2 534	-878	116	-343	-5 379	-3 639
Investissements de portefeuille	-5 433	-5 493	-5 374	-5 024	-4 886	-4 614	-21 320	-19 898
Autres investissements	104	-567	-152	82	123	-5	-811	48
Transferts courants	247	650	-77	275	135	214	1 361	546
Solde du compte courant	7 961	5 419	4 635	3 460	10 051	7 637	23 366	25 783
Compte capital et financier[1]								
Compte capital	1 102	842	984	982	1 056	894	4 816	3 916
Compte financier	-9 830	-9 599	1 707	-13 260	-9 127	-7 935	-17 961	-28 616
Actif du Canada, flux nets								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-13 576	-16 205	-5 497	-3 235	-4 243	-17 060	-45 217	-30 035
Investissements de portefeuille	-3 722	-2 928	-1 342	-3 210	-2 764	-5 204	-24 950	-12 519
Obligations étrangères	-1 472	-32	-3 501	-2 664	11	-2 043	-6 243	-8 196
Actions étrangères	-2 250	-2 897	2 159	-546	-2 775	-3 161	-18 707	-4 323
Autres investissements	-8	-5 943	-23 682	4 629	1 305	-7 814	-10 657	-25 562
Prêts	-1 332	-6 136	-5 746	2 913	6 256	2 627	-7 678	6 049
Dépôts	2 377	3 107	-17 295	3 678	-716	-9 293	6 411	-23 627
Réserves internationales	1 885	559	2 711	229	4	1 749	298	4 693
Autres actifs	-2 938	-3 474	-3 352	-2 191	-4 238	-2 896	-9 688	-12 677
Total de l'actif du Canada, flux nets	-17 306	-25 076	-30 521	-1 816	-5 701	-30 078	-80 825	-68 116
Passif du Canada, flux nets								
Investissements directs étrangers au Canada	2 620	5 619	4 933	5 933	-1 279	-1 334	32 342	8 253
Investissements de portefeuille	-766	9 339	8 000	8 122	-9 478	8 535	21 058	15 179
Obligations canadiennes	5 102	3 691	9 141	6 312	-12 536	3 746	18 712	6 663
Actions canadiennes	-4 076	1 724	-265	2 575	5 394	5 184	-1 436	12 888
Effets du marché monétaire canadien	-1 791	3 925	-876	-766	-2 336	-395	3 782	-4 373
Autres investissements	5 622	519	19 294	-25 499	7 331	14 942	9 464	16 068
Emprunts	1 857	1 670	647	-3 484	-285	4 512	1 216	1 391
Dépôts	5 353	-1 128	21 200	-20 592	7 525	10 127	13 559	18 261
Autres passifs	-1 588	-23	-2 553	-1 423	91	302	-5 311	-3 583
Total du passif du Canada, flux nets	7 476	15 477	32 228	-11 444	-3 426	22 142	62 864	39 500
Total du compte capital et financier, flux nets	-8 727	-8 757	2 691	-12 278	-8 071	-7 041	-13 145	-24 699
Divergence statistique	767	3 338	-7 326	8 818	-1 980	-596	-10 221	-1 083

1 Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Compte courant

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	2002	2003
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
Recettes								
Biens et services	120 309	119 647	119 980	112 806	112 566	112 496	472 628	457 848
Biens	105 650	104 580	105 653	98 999	98 661	98 214	414 305	401 527
Services	14 659	15 067	14 327	13 807	13 905	14 282	58 323	56 321
Voyages	4 195	4 258	4 019	3 461	3 443	3 671	16 731	14 594
Transports	2 700	2 932	2 649	2 324	2 454	2 591	10 831	10 018
Services commerciaux	7 420	7 520	7 289	7 652	7 659	7 663	29 312	30 264
Services gouvernementaux	344	357	370	370	349	357	1 448	1 446
Revenus de placements	7 963	9 111	7 503	7 902	8 257	7 593	31 638	31 255
Investissements directs	3 923	5 108	3 468	4 192	4 523	3 853	15 345	16 036
Intérêts	127	144	222	162	191	143	546	718
Bénéfices	3 796	4 964	3 246	4 030	4 331	3 710	14 799	15 318
Investissements de portefeuille	2 060	2 089	2 067	2 055	2 116	2 159	8 323	8 396
Intérêts	394	426	439	432	463	480	1 775	1 814
Dividendes	1 666	1 663	1 627	1 624	1 653	1 679	6 548	6 583
Autres investissements	1 980	1 915	1 968	1 654	1 619	1 582	7 970	6 823
Transferts courants	1 708	1 938	1 678	1 626	1 641	1 570	7 002	6 516
Privé	676	630	688	592	654	635	2 619	2 569
Officiel	1 032	1 308	990	1 034	987	935	4 382	3 946
Total des recettes	129 980	130 696	129 161	122 334	122 464	121 659	511 268	495 618
Paiements								
Biens et services	107 880	107 785	106 800	102 125	99 855	100 342	423 112	409 123
Biens	91 137	90 958	89 762	85 440	82 979	83 136	356 459	341 317
Services	16 743	16 827	17 038	16 685	16 876	17 207	66 653	67 806
Voyages	4 665	4 686	4 788	4 371	4 673	5 062	18 585	18 893
Transports	3 718	3 667	3 662	3 524	3 652	3 648	14 202	14 486
Services commerciaux	8 146	8 258	8 369	8 572	8 329	8 274	33 005	33 544
Services gouvernementaux	214	216	218	219	222	224	861	883
Revenus de placements	15 334	16 546	14 730	13 577	13 266	13 170	59 149	54 743
Investissements directs	5 773	6 537	5 436	4 805	4 603	4 829	20 724	19 674
Intérêts	327	342	452	462	474	475	1 390	1 862
Bénéfices	5 446	6 194	4 985	4 343	4 129	4 354	19 334	17 812
Investissements de portefeuille	7 495	7 584	7 418	7 090	7 015	6 771	29 643	28 294
Intérêts	7 052	7 119	6 757	6 535	6 444	6 211	27 891	25 946
Dividendes	442	465	661	555	572	560	1 752	2 348
Autres investissements	2 067	2 426	1 876	1 682	1 647	1 570	8 782	6 775
Transferts courants	1 432	1 487	1 442	1 535	1 496	1 497	5 641	5 969
Privé	792	814	745	787	797	821	3 120	3 151
Officiel	640	672	696	747	699	676	2 521	2 819
Total des paiements	124 646	125 818	122 972	117 238	114 617	115 009	487 902	469 836
Soldes								
Biens et services	12 430	11 862	13 180	10 681	12 710	12 154	49 516	48 725
Biens	14 513	13 622	15 891	13 559	15 681	15 078	57 846	60 210
Services	-2 083	-1 760	-2 711	-2 878	-2 971	-2 925	-8 330	-11 485
Voyages	-470	-427	-769	-909	-1 231	-1 391	-1 853	-4 300
Transports	-1 017	-736	-1 013	-1 199	-1 198	-1 057	-3 371	-4 468
Services commerciaux	-726	-738	-1 080	-920	-670	-611	-3 693	-3 280
Services gouvernementaux	130	141	152	150	127	134	587	563
Revenus de placements	-7 371	-7 435	-7 227	-5 676	-5 009	-5 577	-27 511	-23 488
Investissements directs	-1 849	-1 429	-1 968	-613	-81	-977	-5 379	-3 639
Intérêts	-200	-199	-229	-300	-283	-332	-844	-1 144
Bénéfices	-1 649	-1 230	-1 739	-313	202	-644	-4 535	-2 494
Investissements de portefeuille	-5 435	-5 495	-5 351	-5 035	-4 899	-4 612	-21 320	-19 898
Intérêts	-6 659	-6 693	-6 317	-6 103	-5 981	-5 731	-26 116	-24 132
Dividendes	1 224	1 198	966	1 068	1 082	1 119	4 796	4 235
Autres investissements	-87	-511	93	-28	-29	12	-811	48
Transferts courants	276	451	237	91	145	73	1 361	546
Privé	-116	-185	-57	-195	-143	-186	-501	-581
Officiel	392	636	294	286	288	259	1 862	1 127
Compte courant	5 334	4 879	6 189	5 097	7 847	6 650	23 366	25 783

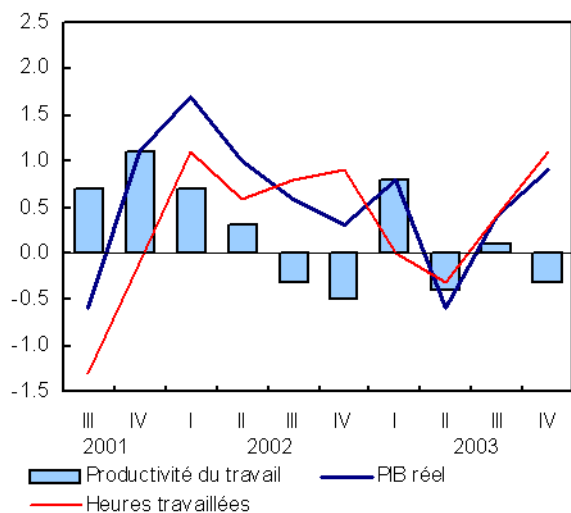
Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Quatrième trimestre de 2003 et année 2003

Après avoir affiché une forte croissance de 0,8% au premier trimestre de 2003, la productivité des entreprises s'est ensuite détériorée affichant des baisses au deuxième et quatrième trimestre et une croissance quasi-nulle au troisième trimestre. Si bien que pour l'ensemble de l'année 2003, la productivité du travail a augmenté d'à peine 0,1%, soit la pire performance depuis la baisse de 0,2% mesurée en 1996.

La productivité trimestrielle poursuit sa tendance léthargique

Variation trimestrielle en %



En dépit d'une amélioration de la production, la productivité dans les entreprises canadiennes a reculé de 0,3% au cours du quatrième trimestre de 2003; la croissance économique ayant été accompagnée par une forte hausse des heures travaillées. Pour un deuxième trimestre de suite, les travailleurs ont consacré le même

nombre d'heures travaillées par emploi. Au cours de cette période, la progression d'emploi est en grande partie survenue dans le travail à temps plein.

Aux États-Unis, la croissance trimestrielle de la productivité a ralenti au quatrième trimestre, progressant de 0,5%, soit un rythme considérablement inférieur à celle de 2,1% observée durant le troisième trimestre. Cela constitue la plus faible augmentation de la productivité depuis le deuxième trimestre de 2002.

Malgré ce ralentissement, les entreprises américaines ont enregistré une forte croissance de 4,5% de leur productivité pour l'ensemble de 2003, soit un rythme similaire au taux record de 4,9 % affiché en 2002. Il faut remonter à 1950 pour trouver une hausse aussi remarquable.

Cela fait maintenant trois ans que la productivité des entreprises américaines surpassent celle des entreprises canadiennes. L'écart de croissance annuelle de productivité en faveur des États-Unis s'est graduellement amplifié depuis 2001. En 2001, l'écart était de 1,1 point de pourcentage, de 3,0 en 2002 et de 4,4 points de pourcentage en 2003. Cependant, il faut prendre note que ces écarts annuels de productivité sont fondés sur des données préliminaires qui peuvent faire l'objet de révisions. Depuis 1998, les révisions apportées aux données préliminaires ont généralement eu pour effet de réduire ces écarts.

Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité non seulement dans le secteur des entreprises mais aussi à un niveau détaillé, qui englobe 15 principales industries du secteur des entreprises (y compris le secteur des biens et celui des services). Des mesures trimestrielles de la productivité par industrie ont été diffusées pour la première fois en décembre dernier, les données étant disponibles à partir de premier trimestre de 1997.

Dans ce chapitre, l'utilisation du terme "productivité" fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2003 afin d'incorporer un changement méthodologique à la mesure des heures travaillées du secteur des entreprises et les nouveaux facteurs saisonniers pour 2003. Cependant, les séries sur la rémunération ont été révisées à partir du premier trimestre de 1998. Une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité du travail est disponible sur demande. Pour en obtenir une copie, envoyez un message à l'adresse suivante: productivite.mesures@statcan.ca.

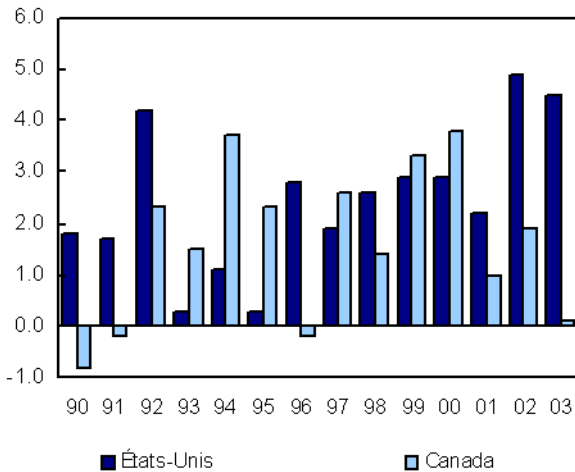
La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération** pour tous les emplois incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

Une faible hausse de la productivité au Canada en 2003

Variation en % d'une année à l'autre



Ralentissement de la croissance annuelle de la productivité dans le secteur des biens et des services en 2003

La croissance en moyenne annuelle de la productivité a ralenti en 2003 dans le secteur des services : passant de 3,2% en 2002 à 0,7% en 2003. Au cours des trois dernières années, la croissance de la productivité dans le secteur des services a été plus de trois fois supérieure à celle du secteur des biens.

Dans ce secteur, la productivité a enregistré des baisses en 2003 dans le secteur d'hébergement et des services de restauration (-3,5%), dans le secteur de finance, de services immobiliers et de gestion d'entreprises (-2,5%), dans les services administratifs (-1,5%) et dans le transport et l'entreposage (-1,4%).

Ces baisses ont été partiellement contrebalancées par la croissance de la productivité dans le secteur du commerce de gros (+4,1%), dans les services professionnels (+3,5%), dans l'industrie de l'information et culturelle (+3,1%) et dans le secteur de commerce de détail (+1,3%).

Dans les entreprises productrices de biens, la croissance annuelle de la productivité a également ralenti, passant de 1,0 % en 2002 à 0,2% en 2003. Cette décélération reflète en partie la croissance plus lente de la productivité du secteur de la fabrication où elle est passée de 2,8 % en 2002 à 1,0 % en 2003.

L'appréciation rapide du dollar canadien durant l'année 2003 a eu un effet négatif sur la production du secteur de la fabrication qui a fléchi de 0,4% en 2003. Parallèlement, les heures travaillées dans ce secteur ont diminué plus fortement (-1,4%).

Les entreprises resserrent le contrôle de leur coût unitaire de main-d'oeuvre

En reculant de 0,3 % au quatrième trimestre, la rémunération horaire versée aux travailleurs dans le secteur des entreprises a baissé au même rythme que la productivité du travail. En conséquence, les pressions pour des hausses salariales dans l'économie canadienne ont été maintenues à un niveau minimal.

D'un trimestre à l'autre, le coût unitaire de main-d'oeuvre, un indicateur qui permet de mesurer les changements que subit la rémunération horaire relativement à la productivité du travail, a connu une baisse de 0,1 % au quatrième trimestre. Il s'agit d'un troisième recul trimestriel au cours de 2003.

Cela porte la croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre dans le secteur des entreprises à 1,0% pour l'ensemble de l'année, soit un rythme similaire au taux correspondant à 2002 (+ 0,9%).

Les coûts unitaires de main-d'oeuvre demeurent aussi contenus dans la majorité des industries

Pendant que le secteur des services a affiché une stagnation des coûts unitaires de main-d'oeuvre au quatrième trimestre, le secteur des biens a connu une deuxième baisse trimestrielle consécutive de l'ordre de 0,6%.

Des diminutions trimestrielles des coûts unitaires de main-d'oeuvre au quatrième trimestre ont été notées dans l'hébergement et services de restauration (-2,9%), dans le transport et l'entreposage (-2,8%), dans le commerce de gros (-2,5%) et dans le secteur de fabrication (-1,9%).

Sur la base annuelle, les coûts unitaires dans le secteur des biens se sont accrus modérément de 0,8 % en 2003. Parallèlement, le secteur des services a vu ses coûts augmenter de 0,5%, après avoir enregistré une baisse de 0,5% en 2002. Pour sa part, le secteur de la fabrication a vu ses coûts unitaires de main-d'oeuvre s'accroître de 1,4 % en 2003, en comparaison à une baisse de 0,3 % en 2002.

Une croissance comparable de la production, mais une performance fort différente des marchés de l'emploi au Canada et aux États-Unis

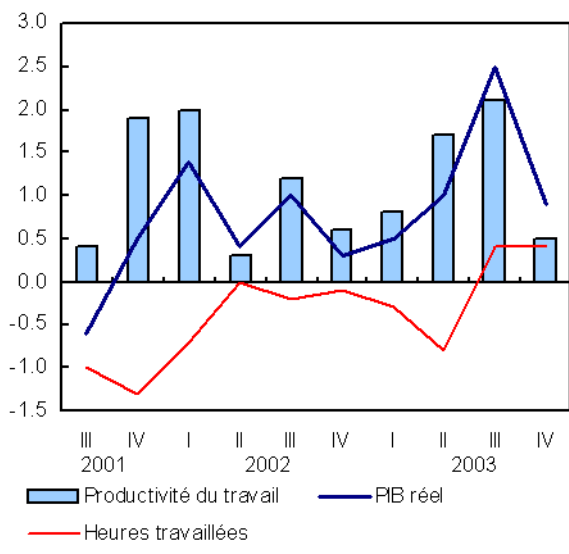
Au quatrième trimestre, la production dans les entreprises canadiennes et dans les entreprises américaines s'est accrue au même rythme, soit de 0,9 %. Par ailleurs, le Canada a enregistré une croissance plus forte des heures travaillées qu'aux États-Unis, perpétuant la situation qui prévaut depuis le premier trimestre de 2001. Au cours du troisième trimestre, les heures travaillées s'étaient accru au même rythme dans les deux pays (+0,4%).

Les entreprises canadiennes ont plus que doublé leur production au quatrième trimestre, comparativement au taux de 0,4% observé au troisième trimestre. Le redressement des exportations, qui avait diminué au cours des quatre trimestres précédents, est en grande partie à l'origine de la vigueur de la production au Canada.

Pour leur part, la production des entreprises américaines est revenue à un rythme plus normal au quatrième trimestre de 2003, après avoir bondi de 2,5% au troisième trimestre, affichant ainsi sa plus forte hausse trimestrielle depuis le premier trimestre de 1984. Cette décélération est attribuable au ralentissement de la croissance des dépenses des consommateurs et à l'accélération des importations.

Croissance modérée de la productivité américaine

Variation trimestrielle en %



La croissance des heures travaillées dans les entreprises canadiennes s'est chiffrée à 1,1% au quatrième trimestre, soit plus du double du taux mesuré au trimestre précédent. En comparaison, les heures travaillées dans les entreprises américaines au quatrième trimestre ont maintenu le même rythme de progression qu'au troisième trimestre, la hausse atteignant seulement 0,4%.

L'écart au chapitre de la croissance de la productivité entre le Canada et les États-Unis pour le quatrième trimestre est essentiellement attribuable à la performance différente des marchés du travail, compte tenu de la croissance identique de la production dans les deux pays.

La croissance annuelle de la productivité au Canada s'est nettement atténuée en 2003

En 2003, la croissance annuelle de la productivité s'est élevée d'à peine 0,1% au Canada. En tenant compte de cette faible hausse, la croissance des trois dernières années s'est élevée en moyenne de 0,7%, soit le quart du taux annuel moyen de 2,8% enregistré au cours de la période de 1997 à 2000. Entre 1997 et 2000, le Canada a connu une forte croissance économique grâce en partie à l'utilisation intensive des technologies de l'information et des communications.

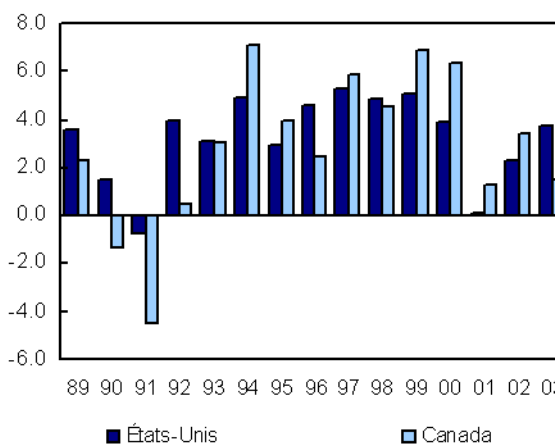
Cette période de forte croissance de la productivité à la fin des années 1990 a été suivie par un ralentissement en 2001, un léger redressement en 2002 et une stagnation en 2003. Durant la période 2001-2002, les entreprises canadiennes ont été touchées par l'éclatement de la bulle des technos et par les attentats du 11 septembre 2001 aux

États-Unis. En 2003, l'activité économique a été perturbée par une conjonction exceptionnelle d'événements ponctuels dont le SRAS, la maladie de la vache folle, la panne d'électricité en Ontario, les feux de forêt en Colombie-Britannique et l'ouragan Juan dans les Maritimes. En outre, la monnaie canadienne s'est appréciée rapidement face au dollar américain; ce qui a obligé les entreprises exportatrices à ajuster leurs coûts d'opération.

En 2003, la situation canadienne contraste avec celle des États-Unis en termes de performance économique et de celle du marché du travail. La productivité aux États-Unis en 2003 a bénéficié d'une production accrue et d'un nombre d'heures travaillées en baisse.

Une croissance plus forte de la production américaine en 2003

Variation en % d'une année à l'autre

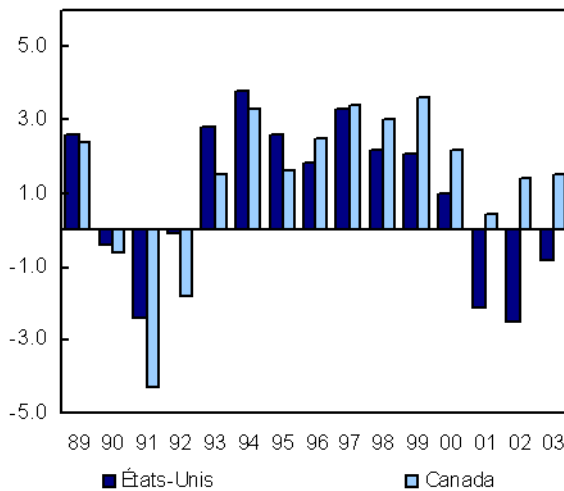


La production a augmenté de 1,5 % au Canada en 2003, ce qui est nettement inférieur au taux de 3,7 % enregistré aux États-Unis. Il s'agit de la plus forte croissance mesurée aux États-Unis depuis 2000, soit avant que n'éclate la bulle spéculative des technos. Elle représente également la meilleure performance observée en matière de production aux États-Unis par rapport au Canada depuis 1999.

Par ailleurs, la meilleure performance de la productivité aux États-Unis en 2003 est en partie attribuable à la réduction des heures travaillées. En 2003, les heures travaillées ont crû au rythme de 1,5 % au Canada alors qu'elles ont reculé de 0,8 % aux États-Unis.

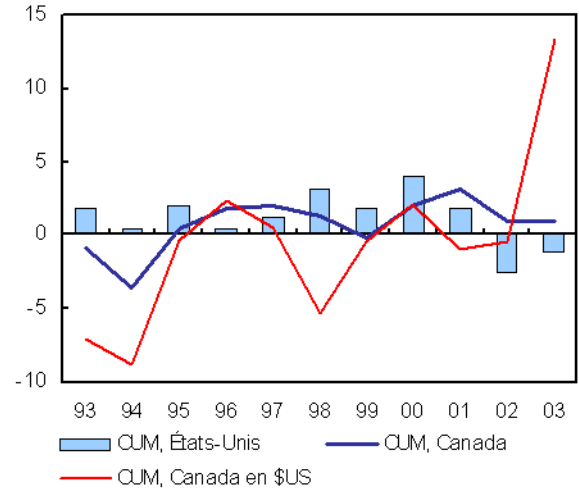
Les heures travaillées continuent de s'accroître au Canada et de diminuer aux États-Unis

Variation en % d'une année à l'autre



L'appréciation du dollar canadien augmente fortement les coûts unitaires de main-d'oeuvre

Variation en % d'une année à l'autre



En 2003, l'appréciation prononcée du dollar canadien s'est soldée par un élargissement de l'écart des coûts du travail en faveur des États-Unis

Sur une base annuelle, la croissance de la rémunération horaire dans les entreprises canadiennes s'est élevée à 1,2% en 2003, poursuivant ainsi sa tendance à la baisse entamée en 2001. Du côté des entreprises américaines, la rémunération horaire a progressé de 3,3% en 2003, après une hausse de 2,2% en 2002. Cette progression mettait un terme à la décélération observée depuis 2001 aux États-Unis.

La croissance annuelle du coût unitaire de main-d'oeuvre au Canada s'est ralentie au cours des deux dernières années. Elle s'est chiffrée à 1,0% en 2003 et à 0,9% en 2002, ce qui constitue un net ralentissement par rapport au taux de 3,2% enregistré en 2001. Aux États-Unis, les coûts unitaires ont reculé de 1,1% en 2003. Il s'agit d'une deuxième baisse annuelle consécutive.

Mesurés en dollars américains, les coûts unitaires de main-d'oeuvre au Canada se sont accrus considérablement en 2003. Entre 2002 à 2003, le dollar canadien ayant vu sa valeur augmenter de près de 10,8% par rapport à celle du dollar américain, l'écart en termes de coûts unitaires entre les deux pays continue de se creuser nettement en faveur des États-Unis. Les coûts unitaires de main-d'oeuvre au Canada, mesurés en dollars américains, ont fait un bond de 13,3% en 2003, alors que les États-Unis ont affiché un recul de 1,1%.

Les révisions récentes des chiffres de productivité aux États-Unis n'ont eu aucun impact sur l'écart Canada-États-Unis

Les États-Unis ont publié en février dernier leurs révisions annuelles des estimations de la productivité du travail afin d'incorporer celles des Comptes nationaux américains du *Bureau of Economic Analysis*. La semaine dernière, les données américaines ont également été révisées jusqu'en 1999 afin d'incorporer l'ajustement aux repères annuels des heures travaillées.

Au cours de la période allant de 1987 à 2002, la croissance annuelle moyenne de la productivité n'a pas été affectée par l'ensemble de ces révisions; l'écart annuel moyen de la croissance de la productivité qui était favorable aux États-Unis demeure donc identique à celui publié avant la révision.

Pour les années récentes, en revanche, les révisions ont eu pour effet d'augmenter la croissance de la productivité du travail aux États-Unis en 1999 et 2001, et de la réduire en 2000 et 2002. L'ampleur des révisions oscillait de 0,2% à 0,6%. Cependant, ces révisions n'ont entraîné aucun changement à moyen terme puisque la croissance annuelle moyenne de la productivité sur la période de 1996 à 2002 se situe toujours à 2,9%, un taux supérieur à celle de 2,3% enregistrée au Canada durant la même période.

Comparaison de la croissance annuelle de la productivité du travail dans le secteur des entreprises avant et après révision

	Canada		États-Unis	
		variation annuelle en %	Avant révision	Après révision
			variation annuelle en %	
1987-2002	1,5	2,1	2,1	
1995-2000	2,2	2,6	2,6	
1996-2002	2,3	2,9	2,9	
1999	3,3	2,5	2,9	
2000	3,8	3,1	2,9	
2001	1,0	2,0	2,2	
2002	1,9	5,3	4,9	

Source: Les données américaines révisées proviennent du Bureau of Labor Statistics dans *NEWS, Productivity and Costs - Fourth quarter 2003*, publié le 4 mars, 2004.

Secteur des entreprises: Productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Productivité du travail	-0,3	-0,5	0,8	-0,4	0,1	-0,3
PIB réel	0,6	0,3	0,8	-0,6	0,4	0,9
Heures travaillées	0,8	0,9	0,0	-0,3	0,4	1,1
Rémunération horaire	0,3	0,6	0,6	0,2	-0,2	-0,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,6	1,2	-0,3	0,5	-0,2	-0,1
Taux de change[2]	0,6	0,4	-3,8	-7,4	-1,3	-4,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	0,0	0,8	3,7	8,5	1,1	4,8
États-Unis						
Productivité du travail	1,2	0,6	0,8	1,7	2,1	0,5
PIB réel	1,0	0,3	0,5	1,0	2,5	0,9
Heures travaillées	-0,2	-0,1	-0,3	-0,8	0,4	0,4
Rémunération horaire	0,4	0,5	1,2	1,3	0,7	0,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,9	0,0	0,3	-0,4	-1,4	-0,1
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Productivité du travail	1,8	0,2	0,3	-0,4	0,0	0,3
PIB réel	4,4	3,6	2,7	1,1	1,0	1,5
Heures travaillées	2,5	3,5	2,4	1,4	1,1	1,2
Rémunération horaire	2,2	2,0	1,6	1,7	1,2	0,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,3	1,9	1,3	2,0	1,2	-0,1
Taux de change[2]	1,1	-0,7	-5,3	-10,0	-11,7	-16,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-0,8	2,6	7,0	13,3	14,6	19,2
États-Unis						
Productivité du travail	5,5	4,2	3,0	4,4	5,3	5,3
PIB réel	3,4	3,2	2,3	3,0	4,4	5,0
Heures travaillées	-2,1	-0,9	-0,6	-1,3	-0,8	-0,3
Rémunération horaire	2,1	1,7	2,6	3,4	3,7	3,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-3,3	-2,4	-0,3	-1,0	-1,5	-1,6
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Productivité du travail	-1,1	-2,1	3,3	-1,4	0,4	-1,1
PIB réel	2,3	1,3	3,2	-2,2	1,6	3,5
Heures travaillées	3,3	3,6	0,0	-1,1	1,4	4,3
Rémunération horaire	1,3	2,3	2,3	0,7	-0,7	-1,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,3	4,9	-1,1	1,9	-0,7	-0,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-0,1	3,3	15,5	38,4	4,6	20,6
États-Unis						
Productivité du travail	4,9	2,0	3,5	7,2	8,7	2,0
PIB réel	4,3	1,6	1,9	4,2	10,3	3,9
Heures travaillées	-0,5	-0,5	-1,5	-2,8	1,5	1,9
Rémunération horaire	1,3	2,2	4,8	5,3	2,7	1,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-3,4	0,1	1,3	-1,7	-5,5	-0,2

1 Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2 Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

3 La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Secteur des entreprises: Quelques variables associées au marché du travail[1]

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Tous les emplois	0,8	0,9	0,3	-0,2	0,4	1,1
Heures travaillées	0,8	0,9	0,0	-0,3	0,4	1,1
Heures moyennes	0,0	0,0	-0,2	-0,2	0,0	0,0
Part du travail[2]	0,1	-0,1	-2,4	1,2	-1,0	-0,1
États-Unis						
Tous les emplois	-0,2	0,2	-0,3	-0,3	0,2	0,3
Heures travaillées	-0,2	-0,1	-0,3	-0,8	0,4	0,4
Heures moyennes	0,0	-0,2	-0,1	-0,5	0,2	0,2
Part du travail[2]	-1,0	-0,5	-0,1	-0,6	-1,7	-0,3
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Tous les emplois	3,2	4,1	3,0	1,8	1,4	1,7
Heures travaillées	2,5	3,5	2,4	1,4	1,1	1,2
Heures moyennes	-0,7	-0,6	-0,5	-0,4	-0,4	-0,4
Part du travail[2]	-1,1	-2,8	-4,6	-1,2	-2,3	-2,3
États-Unis						
Tous les emplois	-2,1	-0,8	-0,4	-0,6	-0,3	-0,1
Heures travaillées	-2,1	-0,9	-0,6	-1,3	-0,8	-0,3
Heures moyennes	0,0	0,0	-0,2	-0,8	-0,6	-0,2
Part du travail[2]	-3,9	-3,2	-1,8	-2,2	-2,9	-2,7
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Tous les emplois	3,2	3,6	1,1	-0,7	1,8	4,6
Heures travaillées	3,3	3,6	0,0	-1,1	1,4	4,3
Heures moyennes	0,0	0,0	-0,8	-0,8	0,0	0,0
Part du travail[2]	0,4	-0,4	-9,3	5,0	-4,0	-0,4
États-Unis						
Tous les emplois	-0,7	0,7	-1,4	-1,0	0,7	1,4
Heures travaillées	-0,5	-0,5	-1,5	-2,8	1,5	1,9
Heures moyennes	0,0	-0,8	-0,4	-2,0	0,8	0,8
Part du travail[2]	-3,9	-2,0	-0,4	-2,4	-6,8	-1,2

1 Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2 Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

3 La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Productivité du travail par industrie

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	2002	2003
données désaisonnalisées								
Secteur des entreprises - biens	112,1	110,7	111,8	111,8	111,9	112,7	111,8	112,1
	-0,3	-1,2	1,0	0,0	0,1	0,7	1,0	0,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	128,4	124,2	131,9	136,9	137,0	137,5	128,0	135,8
	-1,7	-3,3	6,2	3,8	0,1	0,4	-1,2	6,1
Construction	105,6	104,9	105,7	107,2	106,9	107,1	106,0	106,7
	-0,3	-0,7	0,8	1,4	-0,3	0,2	-2,3	0,7
Fabrication	115,9	115,0	116,0	115,8	116,3	118,0	115,4	116,5
	0,2	-0,8	0,9	-0,2	0,4	1,5	2,8	1,0
Secteur des entreprises - services	114,4	114,6	114,9	115,0	115,1	114,7	114,1	114,9
	0,1	0,2	0,3	0,1	0,1	-0,3	3,2	0,7
Commerce de gros	127,2	128,1	130,7	129,4	128,6	131,7	124,9	130,1
	1,5	0,7	2,0	-1,0	-0,6	2,4	6,6	4,1
Commerce de détail	119,1	120,7	121,9	122,0	121,5	119,8	119,7	121,3
	0,0	1,3	1,0	0,1	-0,4	-1,4	2,9	1,3
Transport et entreposage	108,2	106,6	106,2	105,1	105,5	105,7	107,1	105,6
	0,5	-1,5	-0,4	-1,0	0,4	0,2	2,4	-1,4
Industrie de l'information et industrie culturelle	109,8	112,5	114,8	113,9	111,5	107,6	108,6	112,0
	2,1	2,5	2,0	-0,8	-2,1	-3,5	8,5	3,1
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	108,6	108,3	104,6	105,1	107,7	105,7	108,5	105,8
	-0,2	-0,3	-3,4	0,5	2,5	-1,9	2,8	-2,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	120,4	120,3	124,1	125,9	124,9	124,1	120,5	124,8
	0,0	-0,1	3,2	1,5	-0,8	-0,6	2,6	3,5
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	100,6	100,0	99,9	100,0	98,8	98,3	100,8	99,3
	-0,2	-0,6	-0,1	0,1	-1,2	-0,5	-1,5	-1,5
Hébergement et services de restauration	109,1	108,0	106,4	102,9	104,3	107,9	109,2	105,4
	-1,5	-1,0	-1,5	-3,3	1,4	3,5	1,6	-3,5
Autres services commerciaux	112,0	113,2	113,7	114,1	114,7	113,4	112,0	114,0
	0,1	1,1	0,4	0,4	0,5	-1,1	0,9	1,8

Coût unitaire de main d'oeuvre par industrie

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	2002	2003
données désaisonnalisées								
Secteur des entreprises - biens	108,2	109,5	109,7	110,2	109,4	108,7	108,6	109,5
	<i>0,5</i>	<i>1,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,6</i>	<i>2,2</i>	<i>0,8</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	117,3	117,1	112,3	104,1	100,4	102,8	124,3	104,9
	<i>-6,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>-4,1</i>	<i>-7,3</i>	<i>-3,6</i>	<i>2,4</i>	<i>9,8</i>	<i>-15,6</i>
Construction	111,9	114,3	114,4	113,1	113,5	113,6	112,0	113,7
	<i>0,7</i>	<i>2,1</i>	<i>0,1</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>5,9</i>	<i>1,5</i>
Fabrication	100,2	101,0	101,5	102,9	102,0	100,1	100,2	101,6
	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,9</i>	<i>-1,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,4</i>
Secteur des entreprises - services	105,1	105,9	105,4	105,6	106,2	106,2	105,3	105,9
	<i>0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,5</i>
Commerce de gros	93,2	93,3	91,3	91,4	92,7	90,4	93,7	91,5
	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>-2,1</i>	<i>0,1</i>	<i>1,4</i>	<i>-2,5</i>	<i>-4,7</i>	<i>-2,4</i>
Commerce de détail	102,4	102,4	102,0	103,6	103,1	104,1	101,3	103,2
	<i>1,5</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,9</i>	<i>1,9</i>
Transport et entreposage	108,2	109,5	109,8	111,0	111,7	108,6	108,5	110,3
	<i>0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>-2,8</i>	<i>0,4</i>	<i>1,6</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	107,8	108,3	107,0	106,5	108,3	108,5	108,2	107,6
	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>-1,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,7</i>	<i>0,2</i>	<i>-2,4</i>	<i>-0,6</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	105,8	107,4	109,2	108,6	109,4	111,8	106,3	109,8
	<i>-0,2</i>	<i>1,5</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>2,2</i>	<i>-2,3</i>	<i>3,3</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	112,0	113,2	112,2	110,4	109,8	111,0	112,0	110,9
	<i>0,2</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,9</i>	<i>-1,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,1</i>	<i>1,6</i>	<i>-1,0</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	113,7	115,8	116,1	118,3	118,6	119,8	113,6	118,2
	<i>0,7</i>	<i>1,8</i>	<i>0,3</i>	<i>1,9</i>	<i>0,3</i>	<i>1,0</i>	<i>3,3</i>	<i>4,0</i>
Hébergement et services de restauration	108,6	108,4	107,1	107,7	107,7	104,6	109,7	106,8
	<i>-1,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,0</i>	<i>-2,9</i>	<i>2,8</i>	<i>-2,6</i>
Autres services commerciaux	105,0	105,1	103,5	104,5	106,5	106,9	105,5	105,4
	<i>-0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>-1,5</i>	<i>1,0</i>	<i>1,9</i>	<i>0,4</i>	<i>4,4</i>	<i>-0,1</i>

Secteur des entreprises: Productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
	variation en % d'une année à l'autre							
Canada								
Productivité du travail	-0,2	2,6	1,4	3,3	3,8	1,0	1,9	0,1
PIB réel	2,5	5,9	4,5	6,9	6,3	1,3	3,4	1,5
Heures travaillées	2,5	3,4	3,0	3,6	2,2	0,4	1,4	1,5
Rémunération horaire	1,6	4,7	2,8	2,9	6,0	4,2	2,9	1,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,8	2,0	1,3	-0,2	2,0	3,2	0,9	1,0
Taux de change[2]	-0,7	1,5	7,1	0,1	0,0	4,3	1,4	-10,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	2,4	0,6	-5,4	-0,4	2,1	-1,0	-0,4	13,3
États-Unis								
Productivité du travail	2,8	1,9	2,6	2,9	2,9	2,2	4,9	4,5
PIB réel	4,6	5,3	4,8	5,1	3,9	0,1	2,3	3,7
Heures travaillées	1,8	3,3	2,2	2,1	1,0	-2,1	-2,5	-0,8
Rémunération horaire	3,3	3,2	5,9	4,8	7,0	4,1	2,2	3,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,5	1,2	3,2	1,8	4,0	1,8	-2,5	-1,1

1 Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2 Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

Bilan des investissements internationaux

Quatrième trimestre de 2003 et année 2003

Grâce à l'augmentation des investissements directs canadiens à l'étranger, le passif net du Canada envers les résidents étrangers est tombé à son plus faible niveau trimestriel en un an au cours du quatrième trimestre de 2003.

Le passif net du Canada à l'étranger – soit la différence entre l'actif et le passif étrangers – a atteint 205,9 milliards de dollars à la fin décembre, en baisse par rapport à 218,5 milliards de dollars à la fin septembre.

En décembre, le passif net à l'étranger représentait 16,8 % du produit intérieur brut du Canada, en baisse par rapport à 18,0 % au troisième trimestre, mais en hausse par rapport au niveau de 15,6 % observé à la fin de 2002.

La valeur de l'actif international s'est élevée à 915,9 milliards de dollars, soit 1,9 % de plus qu'au troisième trimestre. Les investissements directs canadiens à l'étranger, qui ont augmenté de 11,0 milliards de dollars (2,8 %) au quatrième trimestre, sont responsables des deux tiers de l'amélioration de la position de l'actif à l'étranger.

Par ailleurs, le passif international a connu seulement une légère hausse et est passé à 1 121,8 milliards de dollars. La hausse du passif-dépôt a plus qu'effacé la réduction du passif pour les obligations canadiennes et les investissements directs étrangers au Canada.

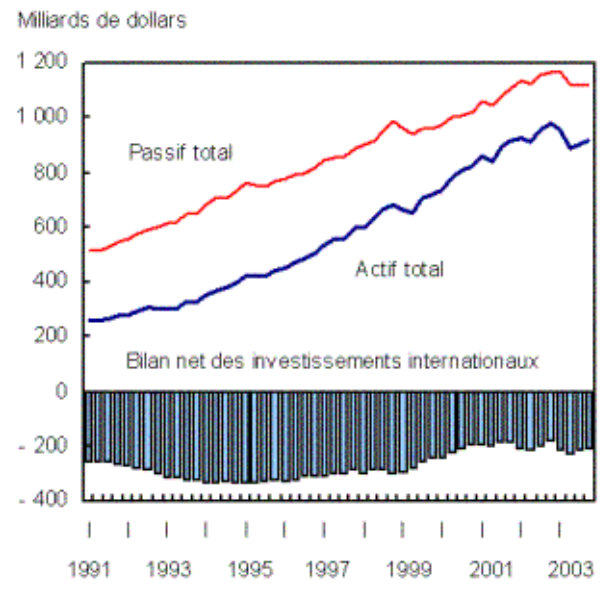
Le dollar canadien a continué de grimper par rapport au dollar américain au quatrième trimestre, mais a perdu du terrain par rapport aux autres principales devises.

Quant aux niveaux observés en fin d'année, le passif net à l'étranger de 205,9 milliards de dollars à la fin de 2003 a montré une hausse pour la première fois depuis 1998. Le passif net à l'étranger à la fin de 2002 était de 184,0 milliards de dollars.

Augmentation importante des investissements directs canadiens à l'étranger

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont atteint 398,2 milliards de dollars à la fin décembre, en hausse de 2,8 % par rapport à la fin septembre.

Bilan des investissements internationaux du Canada



Après trois trimestres où l'on n'a enregistré pratiquement aucune acquisition en 2003, les entreprises canadiennes ont augmenté leurs investissements directs à l'étranger, leurs acquisitions ayant totalisé plus de 9 milliards de dollars entre octobre et décembre. Il s'agit des trois mois les plus actifs depuis le quatrième trimestre de 2000.

L'actif en investissements directs aux États-Unis a vu sa valeur diminuer de 5,1 milliards de dollars et se fixer à 164,7 milliards de dollars, surtout en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Au même moment, la valeur des investissements directs canadiens dans tous les autres pays a considérablement augmenté pour atteindre un sommet de 233,5 milliards de dollars.

La proportion de l'investissement direct du Canada aux États-Unis a poursuivi sa chute. À la fin décembre, elle ne représentait que 41,4 % de l'investissement direct total à l'étranger, sa plus faible proportion jamais enregistrée.

Quant aux niveaux observés en fin d'année, la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger a fléchi de 33,6 milliards de dollars par rapport à la fin de décembre 2002.

Note aux lecteurs

La valeur de l'actif et du passif libellée en devise étrangère est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

Les avoirs d'actions et d'obligations étrangères pratiquement inchangés

L'achat de titres étrangers au quatrième trimestre a été effacé par la diminution de la valeur de l'actif détenu, le dollar canadien ayant montré une appréciation par rapport au dollar américain. Ainsi, le bilan du portefeuille étranger est demeuré sensiblement le même, à 235,6 milliards de dollars.

Les avoirs canadiens d'actions étrangères ont atteint 193,3 milliards de dollars à la fin décembre, en baisse de 0,7 milliard de dollars par rapport à la fin septembre.

Au cours de cette même période, les avoirs canadiens d'obligations étrangères ont augmenté de 1,1 milliard de dollars et atteint 42,3 milliards de dollars.

Les réserves internationales du Canada ont atteint 45,7 milliards de dollars à la fin décembre, leur plus faible niveau depuis le deuxième trimestre de 2000. À la fin de 2002, les réserves internationales du Canada avaient atteint 56,2 milliards de dollars. L'appréciation du dollar canadien explique en majeure partie cette diminution.

Baisse des investissements directs étrangers au Canada

Les investissements directs étrangers au Canada ont chuté pour un deuxième trimestre consécutif entre octobre et décembre, s'étant fixés à 357,7 milliards de dollars. Cela survient à la suite de 25 trimestres consécutifs d'augmentations.

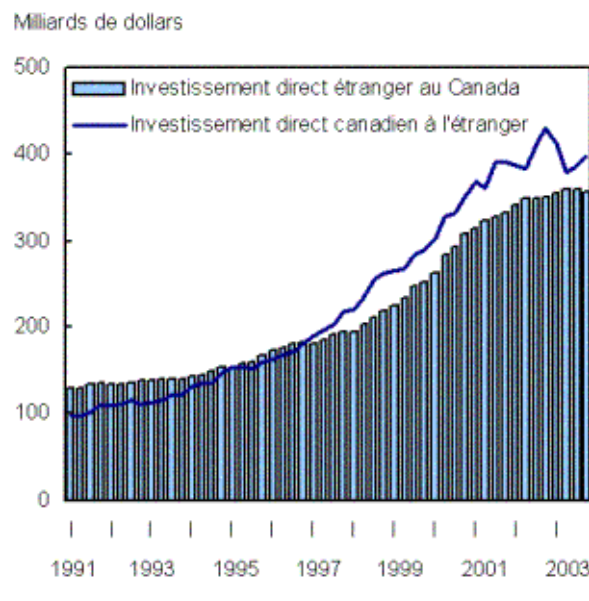
Au cours du quatrième trimestre, les résidents ont racheté des sociétés canadiennes des investisseurs directs étrangers.

C'est la première fois que les investissements directs étrangers au Canada chutent pendant deux trimestres consécutifs depuis 1990, la première année où l'on a compilé les positions trimestrielles de l'investissement direct étranger.

Quant aux résultats observés en fin d'année, les investissements directs étrangers totaux au Canada à la fin de 2003 montraient une hausse de 8,3 milliards de dollars par rapport à la fin de 2002.

Le bilan net des investissements directs, c'est-à-dire la différence entre les investissements directs canadiens à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada, est passé à 40,5 milliards de dollars à la fin décembre.

Position d'investissement direct étranger



Baisse des avoirs étrangers en obligations canadiennes

Les avoirs étrangers en obligations canadiennes ont atteint 405,0 milliards de dollars à la fin du mois de décembre, en baisse de 3,3 milliards de dollars par rapport à la fin septembre.

Entre la fin de 2002 et la fin de 2003, la valeur des obligations détenues par les investisseurs étrangers a reculé de 38,7 milliards de dollars, surtout en raison de l'augmentation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain. Plus de la moitié des obligations canadiennes en circulation à l'étranger sont émises en dollars américains.

Les investisseurs étrangers ont continué d'acquérir des actions canadiennes au cours du trimestre. À la fin du mois de décembre, ils détenaient 78,8 milliards de dollars d'actions canadiennes, le plus haut niveau depuis le premier trimestre de 2001.

L'excellent rendement du marché boursier au Canada en 2003 a encouragé les investisseurs étrangers à acheter des actions canadiennes. La position a crû de 6,9 % en 2003, l'indice composite S&P/TSX ayant gagné plus de 24 % au cours de l'année.

Les avoirs étrangers d'instruments du marché monétaire canadien sont demeurés pour ainsi dire inchangés par rapport à la fin du troisième trimestre, à 21,1 milliards de dollars.

Bilan des investissements internationaux en fin de période

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	2002	2003
millions de dollars								
Actif								
Investissements directs canadiens à l'étranger	410 931	431 819	410 392	380 076	387 179	398 248	431 819	398 248
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	40 788	39 957	41 060	40 949	41 154	42 296	39 957	42 296
Actions étrangères	215 942	219 179	203 865	190 299	193 957	193 271	219 179	193 271
Autres investissements								
Prêts	65 368	71 110	73 704	66 170	59 835	58 553	71 110	58 553
Provisions	-11 921	-11 965	-12 078	-11 770	-11 794	-11 669	-11 965	-11 669
Dépôts	105 601	102 341	114 060	100 343	101 717	108 313	102 341	108 313
Réserves internationales	55 758	56 230	50 533	47 173	47 719	45 690	56 230	45 690
Autres actifs	72 081	74 651	74 844	74 955	79 414	81 192	74 651	81 192
Total de l'actif	954 548	983 322	956 382	888 195	899 180	915 895	983 322	915 895
Passif								
Investissements directs étrangers au Canada	348 599	349 388	354 321	359 929	358 650	357 728	349 388	357 728
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	439 275	443 676	435 346	417 651	408 269	404 966	443 676	404 966
Actions canadiennes	72 891	73 677	73 556	74 676	76 834	78 761	73 677	78 761
Instruments du marché monétaire canadien	21 294	25 189	24 473	23 478	21 142	21 130	25 189	21 130
Autres investissements								
Emprunts	57 631	58 487	56 671	53 704	53 154	54 313	58 487	54 313
Dépôts	196 493	194 512	204 091	169 988	178 043	183 131	194 512	183 131
Autres passifs	22 106	22 400	22 268	21 719	21 626	21 810	22 400	21 810
Total du passif	1 158 289	1 167 329	1 170 727	1 121 145	1 117 718	1 121 839	1 167 329	1 121 839
Bilan net des investissements internationaux	-203 741	-184 007	-214 346	-232 950	-218 538	-205 944	-184 007	-205 944

Comptes du bilan national

Quatrième trimestre de 2003 et année 2003

La valeur nette nationale a atteint 4,0 billions de dollars à la fin du quatrième trimestre de 2003, soit 124 700 \$ par habitant, comparativement à 123 000 \$ le trimestre précédent.

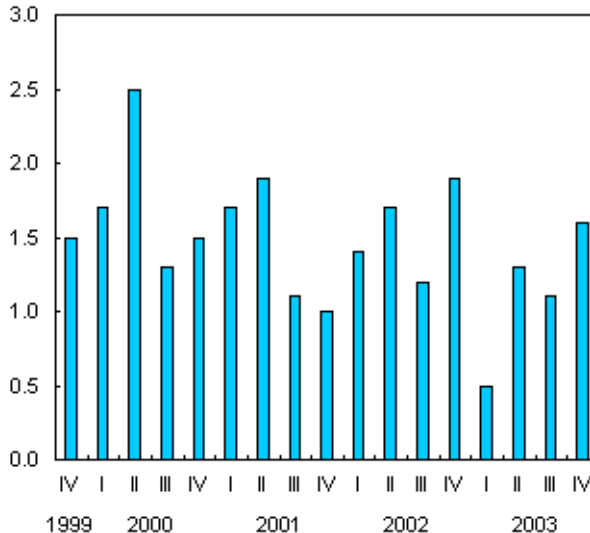
La progression de la valeur nette nationale est attribuable à la diminution de la dette extérieure nette et à la croissance soutenue du patrimoine national

La valeur nette nationale s'est accrue de 1,6 % (taux désaisonnalisés) au quatrième trimestre, un taux plus élevé qu'au trimestre précédent. Un des facteurs clés a été la diminution de la dette extérieure nette, la dette des non-résidents envers les Canadiens ayant augmenté à un taux significativement plus élevé que la dette des Canadiens envers les non-résidents.

La baisse de la dette extérieure nette durant le quatrième trimestre découle en grande partie de l'augmentation importante des actifs en investissements directs canadiens à l'étranger; celle enregistrée au troisième trimestre tenait pour sa part à la vente d'obligations canadiennes (passifs) par les non-résidents. Ajoutons que ces baisses font suite à des hausses significatives de la dette extérieure nette durant les deux premiers trimestres de l'année, hausse attribuable à l'appréciation de notre monnaie durant cette période.

Valeur nette nationale

variation en %, données désaisonnalisées



La hausse du patrimoine national (+0,9 % au taux désaisonnalisés) a également contribué à la progression de la valeur nette nationale au quatrième trimestre. Par ailleurs, le taux de croissance des actifs non financiers s'est atténué au quatrième trimestre, découlant de la chute des dépenses de consommation en biens durables et d'un marché de la revente de biens résidentiels légèrement en baisse.

Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers. Le patrimoine national est la somme des actifs non financiers – les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles – de tous les secteurs de l'économie. La valeur nette nationale est le patrimoine moins la dette extérieure nette (l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à notre égard – le bilan des investissements internationaux du Canada). Elle représente également la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

Les séries trimestrielles disponibles remontent au premier trimestre de 1990. Pour le moment, seules certaines séries sont offertes sur une base désaisonnalisée. Le texte présente des données qui ne sont pas ajustées pour tenir compte des variations saisonnières, à moins d'avis contraire.

Les utilisateurs sont priés de noter que les données relatives aux investissements canadiens dans des titres négociables étrangers (investissements à l'étranger) peuvent, dans le cas de certains secteurs des investisseurs institutionnels, différer de celles provenant des enquêtes de Statistique Canada, en particulier pour les années récentes. Cette différence tient à l'écart de plus en plus marqué entre la valeur comptable des titres négociables étrangers détenus par des investisseurs canadiens et la valeur comptable sous-jacente des sociétés étrangères dont les actions sont détenues et négociées. Cette situation persistera au cours des prochains trimestres, car les Comptes du bilan national continueront d'être fondés sur le même concept que le Bilan des investissements internationaux en ce qui touche l'évaluation des investissements canadiens dans les titres de participation étrangers. Cependant, le problème sera réglé, car l'on passera, tant pour les Comptes du bilan national que pour le Bilan des investissements internationaux, à une méthode d'évaluation commune des titres négociables fondée sur leur valeur marchande.

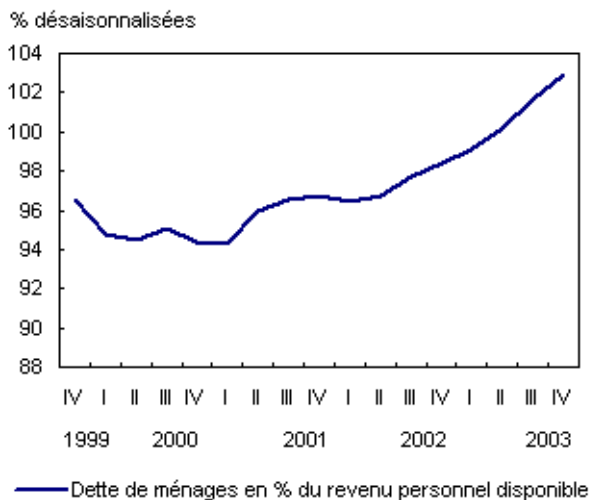
Une mesure annuelle du patrimoine national incluant certaines ressources naturelles choisies est offerte dans CANSIM, tableau 378-0005. Les estimations des ressources naturelles sont mises à jour une fois par année, lors de la diffusion du quatrième trimestre.

La valeur nette des ménages augmente, mais on observe une hausse du fardeau de l'endettement

La valeur nette des ménages a progressé de 1,1% (taux désaisonnalisés) comparativement à une hausse de 0,8% au troisième trimestre, la croissance des actifs ayant légèrement dépassé celle des passifs.

La dette contractée par les ménages (crédit à la consommation et hypothèques) s'est élevée à 102,9 \$ pour chaque 100 \$ de revenu disponible, malgré une plus faible demande de fonds durant le quatrième trimestre. Toutefois, les bas taux d'intérêt au cours du trimestre ont eu des effets modérateurs sur la hausse du fardeau de l'endettement.

Le fardeau de la dette des ménages augmente encore



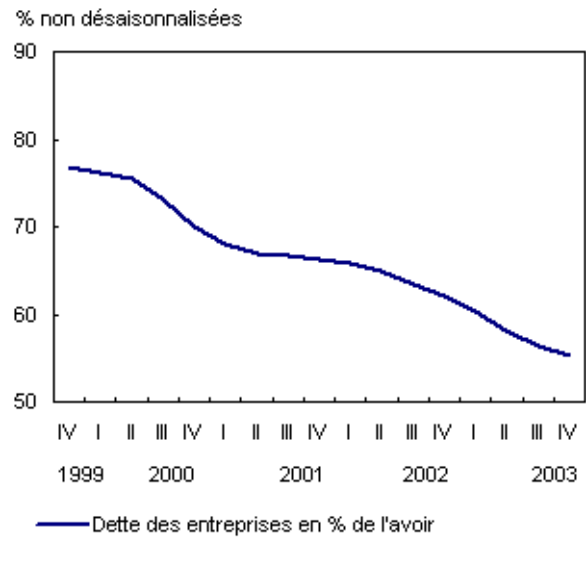
Le fléchissement du niveau d'endettement des sociétés rend compte de la vigueur persistante des bénéficiaires non répartis

Les forts bénéficiaires non répartis ont continué de donner lieu à de bons résultats au chapitre des emprunts nets durant le trimestre, la situation financière des sociétés s'améliorant encore. Les sociétés dégagent des excédents et injectent des fonds dans l'économie depuis 13 trimestres consécutifs.

La baisse du niveau d'endettement a été particulièrement significative dans le cas des sociétés non financières privées au quatrième trimestre. La tendance à la baisse du ratio d'endettement, qui prévaut depuis longtemps, s'est poursuivie. Les revenus et les importantes émissions de titres de participation (y compris de la part des fiducies de revenu), qui reflètent entre autres la hausse des cours des actions, ont contribué au raffermissement de la

situation financière des sociétés. L'endettement sur les marchés de crédit (prêts, obligations, effets à court terme) a augmenté, en raison d'importantes émissions obligataires par les sociétés, ce qui a toutefois été contrebalancé en partie par l'incidence qu'a eu l'appréciation du dollar au niveau des emprunts libellés en dollars américains. Il convient de souligner que le ratio de la dette à court terme à la dette à long terme a poursuivi son tendance à la baisse, tandis que la liquidité a continué de s'améliorer dans le secteur.

Le ratio de l'endettement continue à chuter



La situation financière des administrations publiques s'est améliorée

La dette nette a diminué dans l'ensemble, que ce soit au niveau de l'administration fédérale ou celles des provinces, reflétant les positions de surplus au niveau fédéral et de déficit au niveau des provinces. La dette nette des administrations publiques a diminué par rapport au PIB. Cette baisse a été plus marquée au niveau fédéral, suite à la réduction (-0,9%) de l'encours de la dette sur les marchés de crédit.

Sommaire annuel, 2003

La situation financière des secteurs a fluctué, les ménages ayant perdu du terrain par rapport aux sociétés et aux administrations publiques

Les actifs des ménages ont connu une croissance moins rapide qu'en 2002, en raison d'un marché du logement moins vigoureux et d'une épargne plus faible. Ce fléchissement de l'épargne tient principalement à une plus faible hausse du revenu, ce qui s'est traduit par des emprunts soutenus et par une accumulation moins forte

d'actifs financiers. L'accumulation d'actifs a également été freinée par les pertes sur placements libellés en devises étrangères des caisses de retraite et des fonds de placement, étant donné l'appréciation rapide du dollar canadien par rapport au dollar américain. L'endettement a augmenté à un rythme moins rapide que l'année précédente mais a néanmoins fait grimper encore à de nouveaux sommets le ratio d'endettement, compte tenu du ralentissement de la croissance du revenu. Le taux d'augmentation de la valeur nette des ménages, à 3,2 %, a été plus bas qu'en 2002, où il atteignait 5,3 %.

La situation financière des sociétés s'est améliorée en 2003, en raison de la progression monumentale des bénéfices non répartis par rapport aux faibles taux d'acquisitions de capital non financier. Les résultats records ainsi obtenus au chapitre de l'emprunt net ont permis de raffermir encore les bilans, les capitaux propres continuant d'augmenter en proportion de la dette, de sorte que l'endettement des sociétés ont descendu à des niveaux que l'on n'avait pas vus depuis les années 70.

Pour l'ensemble des administrations publiques, l'augmentation des excédents, jumelée à la baisse de la valeur des emprunts libellés en devises étrangères, a conduit à une chute de la dette nette et à une hausse de la valeur nette.

Le bilan national continue de s'améliorer, mais à un rythme plus lent qu'en 2002

Le fait de combiner le bilan des ménages, celui des sociétés et celui des administrations publiques offre une perspective plus vaste de l'économie. L'épargne nationale a augmenté plus lentement qu'en 2002, et les prix de différents actifs non financiers ont diminué durant l'année. Ces facteurs, conjugués à une hausse de la dette extérieure nette, ont fait descendre le taux de croissance de la valeur nette nationale à 4,6 %, comparativement à 6,4 % en 2002.

Le patrimoine national a augmenté de 4,9 % en 2003, contre 5,9 % l'année précédente. Le ralentissement a été particulièrement notable à l'égard de deux catégories d'actifs non financiers. Les gains moins marqués au regard des biens immobiliers résidentiels vont de pair avec un marché du logement dont le rythme de croissance, effréné en 2002, s'est ralenti quelque peu. Quant à la progression nettement moins forte des stocks de biens durables, elle découle d'une croissance plus lente des dépenses relatives à des articles coûteux; ces dépenses ont fléchi particulièrement dans le cas des automobiles.

Les actifs en ressources naturelles ont bondi en 2003

La valeur des actifs faisant partie d'une sélection de ressources naturelles – bois d'œuvre, énergie et ressources minérales – a augmenté de 18,0 % en 2003, atteignant 778 milliards de dollars. La hausse est presque entièrement attribuable à l'augmentation de 37,8 % de la valeur des actifs énergétiques, ceux-ci représentant plus de la moitié du patrimoine constitué par les ressources naturelles. À cet égard, les prix plus élevés du gaz naturel ont constitué le facteur principal. La valeur des stocks de bois d'œuvre, qui représentent près de 40 % des actifs de cette catégorie, a enregistré une hausse plus modeste (+3,5 %).

Le patrimoine national, calculé en incluant les ressources naturelles, soit une définition plus large, s'est accru de 6,8 %, comparativement à 4,7 % en 2002.

Comptes du bilan national[1]

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	2002	2003
données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
Valeur nette nationale								
Patrimoine national	3 921 <i>1,1</i>	3 968 <i>1,2</i>	4 010 <i>1,1</i>	4 077 <i>1,7</i>	4 118 <i>1,0</i>	4 164 <i>1,1</i>	3 968 <i>5,9</i>	4 164 <i>4,9</i>
Dette nette extérieur	-204 ...	-184 ...	-214 ...	-233 ...	-219 ...	-206 ...	-184 ...	-206 ...
Valeur nette nationale	3 717 <i>5,4</i>	3 784 <i>6,4</i>	3 796 <i>5,4</i>	3 844 <i>4,9</i>	3 900 <i>4,9</i>	3 958 <i>4,6</i>	3 784 <i>6,4</i>	3 958 <i>4,6</i>
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	118 100 <i>1,2</i>	120 100 <i>1,7</i>	120 300 <i>0,2</i>	121 500 <i>1,0</i>	123 000 <i>1,2</i>	124 700 <i>1,4</i>	120 100 <i>5,4</i>	124 700 <i>3,8</i>
données désaisonnalisées, milliards de dollars								
Valeur nette								
Secteur des particuliers	3 496 <i>0,1</i>	3 560 <i>1,8</i>	3 562 <i>0,1</i>	3 604 <i>1,2</i>	3 633 <i>0,8</i>	3 674 <i>1,1</i>	3 560 <i>5,4</i>	3 674 <i>3,2</i>
Secteur des sociétés	429 <i>7,3</i>	431 <i>0,5</i>	438 <i>1,6</i>	431 <i>-1,6</i>	438 <i>1,6</i>	448 <i>2,3</i>	431 <i>5,6</i>	448 <i>3,9</i>
Secteur des administrations publiques	-211 ...	-207 ...	-197 ...	-185 ...	-176 ...	-165 ...	-207 ...	-165 ...
Valeur nette nationale	3 713 <i>1,2</i>	3 784 <i>1,9</i>	3 803 <i>0,5</i>	3 851 <i>1,3</i>	3 895 <i>1,1</i>	3 958 <i>1,6</i>	3 784 <i>6,4</i>	3 958 <i>4,6</i>

1 La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Bilan national

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	2002	2003
Millions de dollars en fin de trimestre								
Total des actifs	11 450 789	11 599 943	11 613 658	11 678 326	11 822 408	11 966 083	11 599 943	11 966 083
Actifs non financiers	3 920 840	3 967 824	4 010 305	4 077 196	4 118 462	4 163 619	3 967 824	4 163 619
Immeubles résidentiels	1 015 851	1 033 872	1 047 597	1 065 282	1 084 420	1 101 997	1 033 872	1 101 997
Construction non résidentielle	966 392	974 455	981 960	989 168	998 520	1 007 088	974 455	1 007 088
Machines et matériel	429 540	433 192	434 475	439 360	441 778	444 919	433 192	444 919
Biens de consommation durables	322 442	329 759	331 071	337 717	338 960	344 132	329 759	344 132
Stocks	194 056	197 349	203 780	197 061	194 023	195 392	197 349	195 392
Terrains	992 559	999 197	1 011 422	1 048 608	1 060 761	1 070 091	999 197	1 070 091
Actifs financiers nets	-203 741	-184 007	-214 346	-232 950	-218 538	-205 944	-184 007	-205 944
Actifs financiers	7 529 949	7 632 119	7 603 353	7 601 130	7 703 946	7 802 464	7 632 119	7 802 464
Réserves officielles	55 758	56 230	50 534	47 172	47 719	45 689	56 230	45 689
Or et devises étrangères	49 407	49 478	43 926	40 548	41 287	39 615	49 478	39 615
Position de réserve au FMI	5 263	5 628	5 523	5 592	5 360	4 988	5 628	4 988
Droits de tirage spéciaux	1 088	1 124	1 085	1 032	1 072	1 086	1 124	1 086
Argent et dépôts bancaires	664 398	670 724	666 727	685 918	687 350	698 264	670 724	698 264
Autres dépôts	163 566	165 149	166 274	172 223	175 279	178 367	165 149	178 367
Devises et dépôts étrangers	82 901	95 029	100 689	81 237	93 670	87 429	95 029	87 429
Crédit à la consommation	199 790	204 274	205 645	211 684	217 029	221 570	204 274	221 570
Comptes à recevoir	219 297	220 591	222 872	223 431	222 556	226 790	220 591	226 790
Prêts bancaires	175 054	177 120	180 405	181 080	179 887	175 648	177 120	175 648
Autres prêts	183 495	189 196	188 195	187 513	185 324	189 223	189 196	189 223
Effets à court terme, Canada	97 118	97 631	98 206	99 655	104 178	108 687	97 631	108 687
Autres effets à court terme	174 125	168 316	164 659	164 468	160 911	156 308	168 316	156 308
Hypothèques	594 337	594 108	600 015	611 071	621 251	628 668	594 108	628 668
Obligations fédérales	261 366	252 911	249 935	249 017	261 118	257 172	252 911	257 172
(dont les OÉC)	23 442	22 309	22 034	21 644	21 382	20 468	22 309	20 468
Obligations provinciales	248 566	250 495	252 209	251 404	255 165	256 291	250 495	256 291
Obligations municipales	31 931	32 838	32 248	31 725	32 358	32 119	32 838	32 119
Autres obligations	201 312	213 595	216 511	222 292	220 660	227 889	213 595	227 889
Assurances-vie et rentes	953 061	968 425	946 238	951 796	963 703	975 680	968 425	975 680
Créances, entreprises privées	975 997	995 767	979 299	956 083	966 220	990 358	995 767	990 358
Créances, administrations publiques	192 631	191 612	181 021	180 446	183 496	181 777	191 612	181 777
Actions	1 161 038	1 180 418	1 176 818	1 171 754	1 186 936	1 212 173	1 180 418	1 212 173
Investissements étrangers	280 972	286 145	271 977	258 867	267 636	269 987	286 145	269 987
Autres éléments de l'actif	613 236	621 545	652 876	662 294	671 500	682 375	621 545	682 375
Passif et valeur nette	11 450 789	11 599 943	11 613 658	11 678 326	11 822 408	11 966 083	11 599 943	11 966 083
Passif	7 733 690	7 816 126	7 817 699	7 834 080	7 922 484	8 008 408	7 816 126	8 008 408
Argent et dépôts bancaires	679 304	684 823	680 502	700 448	701 331	712 462	684 823	712 462
Autres dépôts	163 566	165 149	166 274	172 223	175 279	178 367	165 149	178 367
Devises et dépôts étrangers	102 787	112 225	109 189	90 144	104 410	100 917	112 225	100 917
Crédit à la consommation	199 790	204 274	205 645	211 684	217 029	221 570	204 274	221 570
Comptes à payer	218 456	220 379	221 729	222 233	220 897	222 976	220 379	222 976
Emprunts bancaires	158 550	157 567	160 489	160 161	159 273	154 443	157 567	154 443
Autres emprunts	190 425	194 173	192 772	192 833	189 910	194 505	194 173	194 505
Effets à court terme, Canada	105 147	107 050	107 203	109 997	114 699	118 941	107 050	118 941
Autres effets à court terme	187 152	183 508	179 605	176 927	170 834	166 078	183 508	166 078
Hypothèques	594 657	594 428	600 378	611 431	621 613	629 028	594 428	629 028
Obligations fédérales	334 657	331 079	331 284	326 713	322 754	314 716	331 079	314 716
(dont les OÉC)	23 442	22 309	22 034	21 644	21 382	20 468	22 309	20 468
Obligations provinciales	378 181	383 696	376 986	372 368	376 345	374 478	383 696	374 478
Obligations municipales	36 021	36 474	35 752	35 093	35 471	35 139	36 474	35 139
Autres obligations	423 323	432 790	432 626	429 214	433 724	445 585	432 790	445 585
Assurances-vie et rentes	953 061	968 425	946 238	951 796	963 703	975 680	968 425	975 680
Créances, entreprises privées	451 490	460 006	464 275	436 267	436 272	444 486	460 006	444 486
Créances, administrations publiques	192 631	191 612	181 021	180 446	183 496	181 777	191 612	181 777
Actions	1 752 912	1 769 238	1 778 775	1 793 612	1 819 600	1 848 916	1 769 238	1 848 916
Autres éléments du passif	611 580	619 230	646 956	660 490	675 844	688 344	619 230	688 344
Valeur nette	3 717 099	3 783 817	3 795 959	3 844 246	3 899 924	3 957 675	3 783 817	3 957 675

Tableau sommaire du marché du crédit

	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2003	2002	2003
Millions de dollars en fin de trimestre								
Passif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	786 803	795 109	803 055	819 525	834 325	844 340	795 109	844 340
Crédit à la consommation	199 790	204 274	205 645	211 684	217 029	221 570	204 274	221 570
Emprunts bancaires	32 403	32 073	33 603	33 669	33 551	33 175	32 073	33 175
Autres emprunts	67 140	67 589	68 370	68 586	68 839	68 936	67 589	68 936
Hypothèques	487 470	491 173	495 437	505 586	514 906	520 659	491 173	520 659
Sociétés privées non financières	538 935	536 430	530 961	522 326	520 634	523 885	536 430	523 885
Emprunts bancaires	108 091	108 663	107 908	106 903	107 774	106 069	108 663	106 069
Autres emprunts	80 702	81 943	77 986	77 355	76 169	77 407	81 943	77 407
Autres effets à court terme	54 855	48 644	47 517	40 596	40 500	36 092	48 644	36 092
Hypothèques	96 433	97 030	98 339	99 421	99 913	100 954	97 030	100 954
Obligations	198 854	200 150	199 211	198 051	196 278	203 363	200 150	203 363
Entreprises publiques non financières	68 198	70 065	72 017	69 187	67 777	66 615	70 065	66 615
Emprunts bancaires	2 074	2 456	3 101	3 333	3 108	2 528	2 456	2 528
Autres emprunts	4 790	4 536	6 414	6 547	6 242	6 790	4 536	6 790
Autres effets à court terme	7 799	8 409	8 589	8 351	7 678	6 762	8 409	6 762
Hypothèques	97	104	104	100	99	99	104	99
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	51 924	52 809	52 031	48 322	48 093	48 001	52 809	48 001
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	1 393	1 630	1 657	2 413	2 436	2 314	1 630	2 314
Administration fédérale	436 536	434 865	435 222	433 452	434 199	430 406	434 865	430 406
Emprunts bancaires	101	101	103	103	103	103	101	103
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	105 147	107 050	107 203	109 997	114 699	118 941	107 050	118 941
Obligations fédérales	331 288	327 714	327 916	323 352	319 397	311 362	327 714	311 362
Obligations d'épargne du Canada	23 442	22 309	22 034	21 644	21 382	20 468	22 309	20 468
Autres obligations	307 846	305 405	305 882	301 708	298 015	290 894	305 405	290 894
Autres paliers d'administration publique	375 254	378 009	372 449	372 360	375 574	374 727	378 009	374 727
Emprunts bancaires	4 621	4 076	4 099	4 083	4 350	4 341	4 076	4 341
Autres emprunts	10 808	10 935	11 264	11 503	11 698	11 804	10 935	11 804
Autres effets à court terme	17 318	15 132	15 575	16 201	13 847	14 797	15 132	14 797
Hypothèques	2 368	2 367	2 304	2 304	2 304	2 304	2 367	2 304
Obligations provinciales	302 427	307 328	301 753	301 468	306 190	304 622	307 328	304 622
Obligations municipales	35 900	36 353	35 631	34 972	35 350	35 018	36 353	35 018
Autres obligations	1 812	1 818	1 823	1 829	1 835	1 841	1 818	1 841
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 205 726	2 214 478	2 213 704	2 216 850	2 232 509	2 239 973	2 214 478	2 239 973
Crédit à la consommation	199 790	204 274	205 645	211 684	217 029	221 570	204 274	221 570
Emprunts bancaire	147 290	147 369	148 814	148 091	148 886	146 216	147 369	146 216
Autres emprunts	163 440	165 003	164 034	163 991	162 948	164 937	165 003	164 937
Effets à court terme, Canada	105 147	107 050	107 203	109 997	114 699	118 941	107 050	118 941
Autres effets à court terme	79 972	72 185	71 681	65 148	62 025	57 651	72 185	57 651
Hypothèques	586 368	590 674	596 184	607 411	617 222	624 016	590 674	624 016
Obligations	923 719	927 923	920 143	910 528	909 700	906 642	927 923	906 642
Non-résidents	55 319	59 320	57 102	55 761	55 444	54 673	59 320	54 673
Emprunts bancaires	16 504	19 553	19 916	20 919	20 614	21 205	19 553	21 205
Autres emprunts	38 815	39 767	37 186	34 842	34 830	33 468	39 767	33 468
Hypothèques	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 261 045	2 273 798	2 270 806	2 272 611	2 287 953	2 294 646	2 273 798	2 294 646
Institutions financières canadiennes	375 062	383 721	382 466	383 632	383 724	389 301	383 721	389 301
Emprunts bancaires	11 260	10 198	11 675	12 070	10 387	8 227	10 198	8 227
Autres emprunts	26 985	29 170	28 738	28 842	26 962	29 568	29 170	29 568
Autres effets à court terme	107 180	111 323	107 924	111 779	108 809	108 427	111 323	108 427
Hypothèques	8 289	3 754	4 194	4 020	4 391	5 012	3 754	5 012
Obligations	221 348	229 276	229 935	226 921	233 175	238 067	229 276	238 067
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	2 636 107	2 657 519	2 653 272	2 656 243	2 671 677	2 683 947	2 657 519	2 683 947
Actif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	120 179	118 399	121 088	116 382	113 157	112 078	118 399	112 078
Entreprises non financières	75 644	75 260	73 303	73 680	71 551	71 574	75 260	71 574
Administrations publiques	179 952	178 007	180 181	183 468	190 483	186 618	178 007	186 618
Non-résidents	496 128	503 875	491 814	472 273	459 215	455 581	503 875	455 581
Institutions financières canadiennes	1 791 319	1 808 818	1 813 456	1 836 379	1 862 690	1 883 305	1 808 818	1 883 305